

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3444

18 novembre 2014

SOMMAIRE

Danube Asset Management	165286	Montreal S.à r.l.	165266
ES Solutions	165299	MONVI Finance	165276
European Property Lux FinCo 1 S.à r.l. .	165312	MONVI Finance, S.A., SICAV-SIF	165276
Foodco Invest S.à r.l.	165291	M. Q. Realisation SA	165269
Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l.	165275	Multi Snack S.à r.l.	165271
iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.	165312	Munhowen Lifestyle Sàrl	165272
Learning By Doing S.à r.l.	165266	Naga Investment S.A., SPF	165273
LEA W s.à r.l.	165266	Nashi Worldwide Investments S.à r.l. ...	165272
Lo-Trans Luxembourg S.à r.l.	165266	Natha-Line S.à r.l.	165271
Lumawi SA	165267	Naus Management S.A.	165273
Lupos S.A.	165268	NetApp Luxembourg S.à r.l.	165273
Lux Capital Development S.A.	165267	Netflix Luxembourg S.à r.l.	165272
Lux-International Transport GmbH	165268	Netsys	165270
Lux Investment Holding S.A.	165267	Next Management S.à r.l. & Partners S.C.A.	165270
Lux Voirie Sàrl	165267	Nocor S.A.	165272
Lux Voirie Sàrl	165268	Nola Holding s.à r.l.	165273
Lux Wind S.à r.l.	165268	Nouvelle Carrosserie Schintgen S.à r.l. ...	165271
Magasins Keup Sarl	165269	OG Europe S.A.	165268
Maison Franssens S.à r.l.	165267	Paganini S.à r.l.	165272
Marbrerie SCHIFFER S.A.	165269	Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l.	165275
MATRIX Consulting S.à r.l.	165270	Picard PIKco S.A.	165274
MEIF II Luxembourg Communications S.à r.l.	165270	Transfinco S.A	165288
Meigerhorn Capital S.à r.l.	165269	Transfinco S.A.H.	165288
Milton Investments S.A.	165271	Universal Trader S.A.	165270
Minos S.A.	165271	VS Investment S.à r.l.	165269

LEA W s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1916 Luxembourg, 66, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 169.072.

- En vertu de l'acte de cession de parts du 29/09/2014,

Mr Clément WU, né le 18/05/1981 à Zhejiang (Chine), indépendant, demeurant à B-6700 Arlon, 2 rue du Palais de Justice, a transféré 30 parts sociales détenues dans la société à Mme Céline WANG, née le 16/05/1984 à Rui'An (Chine), indépendante, demeurant à B-6700 Arlon, 2 rue du Palais de Justice.

Les associés de la société sont à présent:

Mr Clément WU	20 Parts Sociales
Mme Céline WANG	80 Parts Sociales

Fait à Livange, le 29/09/2014.

Le gérant

Référence de publication: 2014164123/16.

(140186578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Learning By Doing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 30, avenue François Clement.

R.C.S. Luxembourg B 165.339.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164124/10.

(140187076) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lo-Trans Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 80, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 167.351.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164130/10.

(140186380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Montreal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 65.000,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 98.041.

Extrait des résolutions de l'associé unique de Montreal S.à r.l. prise au Luxembourg le 2 juillet 2014

Veillez prendre connaissance que les parts sociales de Montreal S.à r.l. se répartissent de la manière suivante:

- 900 parts sociales ordinaires;
- 100 parts sociales préférentielles de classe A;
- 100 parts sociales préférentielles de classe B;
- 100 parts sociales préférentielles de classe C;
- 100 parts sociales préférentielles de classe D;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Montreal S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014164160/18.

(140186865) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux Voirie Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 90.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164137/9.

(140186871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 35, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 181.251.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164135/9.

(140186487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux Capital Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 179.666.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Fiduciaire WBM

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014164134/13.

(140187275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lumawi SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 51.097.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 octobre 2014.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2014164131/10.

(140187318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Maison Franssens S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7641 Christnach, 7, Am Lahr.
R.C.S. Luxembourg B 38.310.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014164166/13.

(140187244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lupos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8017 Strassen, 18B, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 169.349.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164133/9.

(140187026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux Voirie Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5627 Mondorf-les-Bains, 15, avenue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 90.885.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164138/9.

(140186887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux Wind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 57, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 148.438.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164139/10.

(140187174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Lux-International Transport GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 78, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 21.539.

Der Jahresabschluss vom 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164140/10.

(140186363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

OG Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 7, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 56.819.

AUSZUG

Am 20 Oktober 2010 wurde Herr Bart OSTYN, geboren in B-Roeselare, am 29. November 1959, wohnhaft in AN-DORRA- 300 Ordino, 1C, Edifici Segudet, zum Alleinverwalter der Gesellschaft ernannt und somit wird das Mandat als Delegierter des Verwaltungsrates gelöscht.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 22. Oktober 2014.

Für OG EUROPE S.A.

Herr Bart OSTYN

Alleinverwalter

Référence de publication: 2014164235/16.

(140187251) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

M. Q. Realisation SA, Société Anonyme.

Siège social: L-4275 Esch-sur-Alzette, 4, place de la Paix.
R.C.S. Luxembourg B 153.663.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164144/9.

(140187140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Marbrerie SCHIFFER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9907 Troisvierges, 76, rue d'Asselborn.
R.C.S. Luxembourg B 92.253.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164150/10.

(140186980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Meigerhorn Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 116.098.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164156/9.

(140186450) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Magasins Keup Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 64, Gruuss-Strooss.
R.C.S. Luxembourg B 148.124.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 22 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164163/10.

(140186790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

VS Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 108.539.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 13 octobre 2014

L'assemblée a décidé d'accepter avec effet au 15 octobre 2014 la démission de Madame Martine KAPP de ses fonctions de gérant.

L'assemblée a également décidé d'élire avec effet au 15 octobre 2014 et pour une durée illimitée Madame Catherine BEERENS, née le 6 mai 1970 à Ixelles (Belgique) et résidant professionnellement 4, rue Petermelchen, L-2370 Howald, aux fonctions de gérant.

Pour la société

Un gérant

Référence de publication: 2014164456/16.

(140186822) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Universal Trader S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg B 133.667.

—
Extrait du Procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Schifflange, le 01/10/2014

Le Conseil d'Administration de la société UNIVERSAL TRADER SA inscrite au RC sous le numéro B133.667, réuni au siège de la prédite société le 1^{er} octobre 2014, a pris à l'unanimité la résolution suivante:

1. transférer le siège social de la société de L.3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014.

2. Constaté le changement de l'adresse du commissaire aux comptes Fiduciaire Euro Conseil Entreprise S.A. de L. 3895 Foetz, rue de l'Industrie, coin rue des Artisans à L.3313 BERGEM, 76 Grand Rue à compter du 1^{er} octobre 2014
Pour extrait conforme.

Schifflange, le 1^{er} octobre 2014.

Référence de publication: 2014164437/16.

(140186940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

MATRIX Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6670 Merttert, 36, rue Basse.
R.C.S. Luxembourg B 71.960.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164175/9.

(140187337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

MEIF II Luxembourg Communications S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.600,00.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 46, place Guillaume II.
R.C.S. Luxembourg B 137.826.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2014.

Référence de publication: 2014164179/10.

(140186819) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Next Management S.à r.l. & Partners S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 159.172.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 septembre 2014.

Référence de publication: 2014164208/10.

(140187173) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Netsys, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5404 Bech-Kleinmacher, 18, Sandtegaass.
R.C.S. Luxembourg B 72.222.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164221/9.

(140186530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Milton Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 115.714.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MILTON INVESTMENTS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014164184/11.

(140187210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Minos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 106.551.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MINOS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014164185/11.

(140186779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Multi Snack S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7641 Christnach, 7, Am Lahr.
R.C.S. Luxembourg B 89.567.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2014164201/13.

(140187256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Natha-Line S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4760 Pétange, 30, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 170.997.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2014164217/10.

(140186561) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Nouvelle Carrosserie Schintgen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6182 Gonderange, 3, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 108.470.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164225/9.

(140186351) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Munhowen Lifestyle Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3450 Dudelange, 35, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 123.494.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 octobre 2014.

Pour la société

FIDUCIAIRE ACCURA S.A.

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2014164202/14.

(140186427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Nashi Worldwide Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 169.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014164203/10.

(140186875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Netflix Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 162.772.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 4 juillet 2014 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 4 août 2014.

Référence de publication: 2014164206/11.

(140186912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Nocor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 91.856.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014164224/10.

(140186318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Paganini S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8212 Mamer, 28, rue Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 110.605.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164257/9.

(140187290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

NetApp Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 100.795.

Les comptes annuels de NetApp Luxembourg S.à r.l au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014164207/10.

(140186554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Nola Holding s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.500,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.
R.C.S. Luxembourg B 113.921.

Extrait des résolutions de l'associé unique de Nola Holding S.à.r.l. prise au Luxembourg le 2 juillet 2014

Veillez prendre connaissance que les parts sociales de Nola Holding S.à r.l. se répartissent de la manière suivante:

- 250 parts sociales ordinaires;
- 100 parts sociales préférentielles de classe A;
- 100 parts sociales préférentielles de classe B;
- 100 parts sociales préférentielles de classe C;
- 100 parts sociales préférentielles de classe D;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Nola Holding S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014164209/18.

(140186870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Naga Investment S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 46.487.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2013, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour NAGA INVESTMENT S.A., SPF

Société anonyme de gestion de patrimoine familial

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014164211/14.

(140186974) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Naus Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 58.481.

Les comptes au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NAUS MANAGEMENT S.A.

Régis DONATI / Louis VEGAS-PIERONI

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014164219/12.

(140187136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2014.

Picard PIKco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 156.504.

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre,

par-devant Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Lion/Polaris Lux Topco S.à r.l., une société à responsabilité limitée, constituée et existant selon les lois du Luxembourg, avec siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156509 (ci-après l'«Associé Unique»),

ici représentée par Madame Olive Miley, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 3 septembre 2014.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante est l'associé unique de Picard PIKco S.A. (ci-après la «Société»), une société anonyme, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 156504, constituée suivant acte notarié de Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 5 novembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2655 du 3 décembre 2010.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social de la Société, a ensuite requis le notaire soussigné de prendre acte de ses résolutions comme suit:

Première résolution:

L'Associé Unique décide de transférer le siège social de la Société du 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre.

Deuxième résolution:

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2014, dans les versions anglaise et française, la première phrase du premier alinéa de l'article 4 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

Version anglaise:

“The Company has its registered office in the Municipality of Niederanven, Grand-Duchy of Luxembourg.”

Version française:

«Le siège social de la Société est établi dans la Municipalité de Niederanven, Grand-Duché de Luxembourg.»

Troisième résolution:

L'Associé Unique décide d'accepter les résignations de:

- Monsieur Carsten Söns, né le 16 novembre 1975 à Düsseldorf, Allemagne, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg;

- Monsieur Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg; et

- Monsieur Michael Verhulst, né le 25 août 1969 à Almelo, Pays-Bas, avec adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg,

comme administrateurs de classe B de la Société avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2014.

Quatrième résolution:

L'Associé Unique décide de nommer, avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2014, les personnes suivantes comme nouveaux administrateurs de classe B de la Société pour une durée se terminant lors de l'assemblée générale annuelle se tenant en 2019:

Administrateurs de classe B:

- Madame Dalia Ziukaite, née le 17 juin 1983 à Alytus, Lituanie, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel;

- Monsieur Ganash Lokanathen, né le 5 juillet 1978 à Pahang, Malaisie, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel; et

- Monsieur James Lees, né le 31 janvier 1978 à Belfast, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer à L-1748 Luxembourg-Findel.

Dont acte, fait et passé à L-1748 Luxembourg-Findel, 7, rue Lou Hemmer, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: O. Miley, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 11 septembre 2014. REM/2014/1934. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme.

Mondorf-les-Bains, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160474/64.

(140182348) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

**Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l.).**

Capital social: GBP 20.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 169.096.

In the year two thousand and fourteen, on the second of October.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Mr. Gianpiero SADDI, private employee, residing professionally at L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, as proxyholder on behalf of Grace Lodge Care Investments S.à r.l., a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of notary Martine Schaeffer, prenamed, dated April 8th, 2010, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B 152.615), being the sole shareholder of Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated under the laws of Luxembourg pursuant to a deed of Notary Martine Schaeffer, prenamed dated May 23rd 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1648 dated June 29th, 2012, having its registered office at L-2310 Luxembourg, 6 avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B 169.096), The articles of incorporation have not been amended since.

The proxyholder declared and requested the notary to record that:

1. All the shares being represented, the decisions can validly be taken on all items of the agenda.
2. That the item on which a resolution is to be passed is as follows:
 - Modification of the registered name of the company into "Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l."

After deliberation the following resolution was unanimously taken:

Sole resolution

It is resolved to change the name of the Company from Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l. to Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l. and to consequently amend article one of the articles of incorporation of the Company as follows:

" **Art. 1.** There exists a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name of "Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l." (the Company)."

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon closed.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that of the request of the party hereto, the present deed was drafted in English followed by a French translation; at the request of the same appearing person in case of divergences between the English and French version, the English version will be prevailing.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing known to the notary by his name, first name, civil status and residence, appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le deux octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Gianpiero SADDI, employé privé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, agissant en vertu d'une procuration de Grace Lodge Care Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer en date du 8 avril 2010, ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg: 152.615), étant l'associé unique de Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constitué suivant acte reçu par Maître Martine Schaeffer, prénommé en date du 23 mai 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1648 du 29 juin 2012 ayant son siège social à L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur (RCS Luxembourg: B169.096). Les statuts de la société n'ont pas été changés depuis.

Le porteur de la procuration déclare et prie le notaire d'acter que:

1. Toutes les parts sociales étant représentées, les décisions peuvent être valablement prises sur tous les points à l'ordre du jour.

2. Le point sur lequel la résolution est prise est le suivant:

- Changement du nom de la Société en «Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l.».

Après délibération, la résolution suivante est adoptée à l'unanimité:

Résolution unique

Il est décidé de changer le nom de la Société de Gracewell Properties (Lane End) S.à r.l. en «Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l.» et de modifier l'article un des statuts de la Société comme suit:

« **Art. 1^{er}**. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Patron Noosa Devco (Lane End) S.à r.l.» (ci-après, la Société.)»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la demande de la même partie comparante en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 07 octobre 2014. LAC/2014/46669. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur ff. (signée): Carole FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160825/74.

(140182728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

**MONVI Finance, S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,
(anc. MONVI Finance).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6A, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 169.542.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth of September,

Before Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of MONVI Finance, S.A., SICAV-SIF a public limited liability company (société anonyme) organised as an investment company with variable capital - specialized investment fund (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé) pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 3 December 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations C No. 2012 on 23 January 2014 (the Fund).

The meeting is opened with Flora Gibert, notary's clerk, with professional address in Luxembourg being in the chair.

The chairperson appoints as secretary and the meeting elects as scrutiny Rachel Uhl, notary's clerk with professional address in Luxembourg.

The bureau formed, the chairman declares and requests the notary to state that:

1. the shareholders present or represented and the number of shares held by them are indicated on an attendance list. This list and the proxies, after having been signed *in varietur* by the appearing persons and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for registration purposes;

2. it appears from said attendance list that 100% of the share capital of the Fund is represented at the present extraordinary general meeting and that the shareholders have been duly informed of the agenda of the meeting as set out hereafter, so that the meeting is validly constituted so that the general meeting can validly decide on all the item on the agenda;

3. the shareholders present or represented representing 100 % of the share capital of the Fund waive the convening formalities of the present extraordinary general meeting; and

4. the agenda of the meeting is the following:

a. amendment and full restatement of the articles of association of the Fund, in particular article 3 relating to the corporate object of the Fund will read as follow: “The Fund’s main purpose is to identify, select and invest in assets eligible under the 2007 Law.

The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets as more fully described in the issuing document of the Fund (the “Issuing Document”), borrow, lend funds and give guarantees or otherwise create and grant security (including, for avoidance of doubt, to any subsidiary or special purpose vehicle).

The Fund may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose, in the broadest sense authorised by the 2007 Law and to the extent applicable to the 2013 Law and in accordance with the investment restrictions listed in the Issuing Document.”; and

b. miscellaneous.

These facts having been exposed and recognized as true by the shareholders, the shareholders duly represented, unanimously decides the following resolutions:

Sole resolution of the shareholders

The shareholders resolve to fully restate the articles of association of the Fund.

The new articles of association of the Fund will have the following wording:

“Chapter I. Corporate name - Form - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Corporate name - Form. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of share(s) hereafter issued, a company in the form of a public company limited by shares (*société anonyme*) which shall be governed by the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by these articles of incorporation (hereinafter the “Articles”) qualifying as an investment company with variable capital - specialized investment fund (*société d’investissement à capital variable - fonds d’investissement spécialisé*) as defined by the Luxembourg law of 13 February 2007 relating to specialized investment funds, as amended (the “2007 Law”) and subject to the extent applicable to the Luxembourg law of 12 July 2013 relating to the alternative investment fund managers (the “AIFM”), as may be amended (the “2013 Law”) under the name “MONVI FINANCE, S.A., SICAV-SIF” (the “Fund”).

Art. 2. Duration. The Fund is incorporated for an unlimited period of time.

Art. 3. Purpose. The Fund’s main purpose is to identify, select and invest in assets eligible under the 2007 Law.

The purpose of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the 2007 Law with the aim of spreading investment risks and affording its Shareholders the results of the management of its assets as more fully described in the issuing document of the Fund (the “Issuing Document”), borrow, lend funds and give guarantees or otherwise create and grant security (including, for avoidance of doubt, to any subsidiary or special purpose vehicle).

The Fund may use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

The Fund may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose, in the broadest sense authorised by the 2007 Law and to the extent applicable to the 2013 Law and in accordance with the investment restrictions listed in the Issuing Document.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Fund is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality of Munsbach by decision of the Board.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary General Meeting of the Fund deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Subsidiaries or branch offices may be created, by decision of the Board, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered

office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board.

Chapter II. Share capital - Sub-funds - Classes - Shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Fund is represented by shares issued with no par value either partly or fully paid-up.

Shares shall only be offered for subscription to well inform investors and to non US Persons (as defined in the Issuing Document) as set forth in the Issuing Document at the discretion of the Board.

All the shares are issued in registered form only.

At the incorporation of the Fund 2 (two) classes of shares will be issued:

- Class A Shares; and
- Class B Shares.

Within each class of shares the Board can issue different categories of shares with regard to the income and profit entitlements.

The initial share capital of the Fund is represented by 162,530 (one hundred sixty two thousand five hundred thirty) class A shares and 1,315,930.- (one million three hundred fifteen thousand nine hundred thirty) class B shares each fully paid and with no par value.

The share capital of the Fund shall reach EUR 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand euro) within a period of 12 (twelve) months from the date on which the Fund is authorised as a specialised investment fund under the 2007 Law.

The Fund is an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable). Accordingly, the share capital of the Fund is always equal to the value of its net assets. Variations in share capital shall therefore be effected ipso iure and without compliance with any measures which are required regarding publication and entry in the Luxembourg trade and companies registry.

Art. 6. Sub-funds - Classes. The Board may, within the limits authorised by the present Articles and by the 2007 Law, create as many sub-funds (the "Sub-Fund(s)") as it deems necessary according to criteria and procedures that it will define.

Each Sub-Fund shall be comprised of all that has been paid or contributed on the Shares in the relevant Sub-Fund, all that has been obtained by the relevant Sub-Fund with the said payments and contributions, all resulting benefits and all debts, liabilities and other commitments incurred by the Fund for the account of the Sub-Fund concerned. Each Sub-Fund has its own investment, subscription and profit allocation policies. The introduction of a Sub-Fund is effected pursuant to a decision to that end by the Board setting the terms and conditions of the relevant Sub-Fund and subject to the approval of the Luxembourg financial supervisory authority. Each Sub-Fund may have similar or different investment strategies and other specific features (including, but not limited to, specific investment advisors, if any, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions and distribution policies) as the Board shall determine from time to time in respect of each Sub-Fund. The Fund is one single legal entity, however the assets and liabilities of each Sub-Fund shall be segregated from the assets and liabilities of the other Sub-Funds, with creditors having recourse only to the assets of the Sub-Fund concerned, in accordance with the article 71 of the 2007 Law. As between the Shareholders, each Sub-Fund will be deemed to be a separate entity. There is no cross liability between Sub-Funds and each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The different classes in issue or to be issued in each Sub-Fund (each a "Class") may differ inter alia in their fee structure, distribution policy, currency or any other criteria to be determined by the Board.

The proceeds of the issue of Shares in respect of each Sub-Fund will be invested for the exclusive benefit of the relevant Sub-Fund in accordance with the investment policy determined by the Board from time to time in respect of the relevant Sub-Fund and as set forth under the Sub-Fund Specifications. All Shares of the same Class in a particular Sub-Fund shall have equal rights as to dividends declared (if any), income, realised and unrealised investment gains, redemption proceeds and liquidation proceeds.

Within each Sub-Fund, the Board shall have the right to issue an unlimited number of shares of no par value of Class A and/or B shares, and/or any additional class to be created at a price and in accordance with the conditions and procedures provided for in the relevant specifications pertaining to a Sub-Fund provided in part II of the Issuing Document (the "Sub-Fund Specification(s)"), without granting to existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

Shares may be issued in one or more classes in each Sub-Fund, each class having features or being offered to different types of well-informed investors as more fully described in the relevant Sub-Fund Specifications. The Board may, however, decide that no such classes will be available in any of the Sub-Funds or alternatively that such class may only be purchased upon prior approval of the Board as more fully described in the relevant Sub-Fund Specifications.

Art. 7. Shares. All shares issued by the Fund are indivisible and the Fund recognises only one holder per share. In the event that a share is held by more than one person, the Fund has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed or designated by the joint holders as the sole owner in relation to the Fund.

The Fund may decide to issue fractional shares, up to 4 (four) decimal places.

All shares issued by the Fund are and will continue to be in registered form.

The shares are not certificated, but a written confirmation witnessing the registration of the relevant shareholder in the shares' register of the Fund (the "Shares' Register") and the number of shares held by it shall be issued by the Fund at the request of that shareholder.

The Shares' Register shall be kept by the registrar and transfer agent. Such Shares' Register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by it, the amounts paid in on each such share and the transfer of shares and the dates of such transfers.

Unless otherwise notified, the Fund may consider the information contained in the Shares' Register as accurate and up-to-date, and may, in particular, use the addresses contained therein for sending notices and announcements.

Subject to applicable laws and regulations, the Board may, at its discretion, agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or assets provided that such securities or assets comply with the investment objectives and policies of the relevant Sub-Fund. The Board will only exercise its discretion if: (i) the relevant Shareholder consents thereto; and (ii) the transfer does not adversely affect the other Shareholders.

Art. 8. Voting rights. Each share entitles its holder to 1 (one) vote at the General Meetings.

The rights attached to the fractions of shares are exercised pro rata to the fraction of a share they represent, with the exception of the voting rights which can only be exercised by a shareholder having an entire share.

Art. 9. Redemption of shares. Unless otherwise provided in the relevant Sub-Fund Specifications, shareholders are not entitled to request the redemption of their shares.

However, the Board may at its sole discretion accept the redemption of some or all of a shareholder's shares at a price determined in accordance with the relevant Sub-Fund Specifications. The Board shall furthermore cause the transfer or the redemption of the shares of any shareholder, if the shareholder ceases to comply with the Issuing Document, the Articles or applicable laws and regulation.

The Board may also, at its discretion and in accordance with article 49-8 of the 2007 Law, agree to pay redemption proceeds, in whole or in part, in-kind in lieu of paying redemption proceeds in cash. In any event, the total or the partial in-kind payment of the redemption proceeds shall be subject to a report in accordance with the 2007 Law and the costs of such in-kind payment shall be borne by the relevant shareholder(s). The total or partial in-kind payment of the redemption proceeds may only be made (i) with the consent of the relevant shareholder and (ii) by taking into account the fair and equal treatment of the interests of all shareholders.

No distribution for redemption of shares may be made as a result of which the capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the 2007 Law.

The Board shall at any time compulsorily forcibly redeem the Shares held by a US Person (as defined in the Issuing Document) and close all accounts held for such person. This redemption shall be made within six (6) months at the date of discovery of such person status.

Redemption of shares shall be subject to such further terms and conditions, including but not limited to any redemption charges, as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

Art. 10. Transfer of shares. Notwithstanding any provision to the contrary within the meaning of the 2007 Law the Issuing Document or the Articles, Shares are only transferable between well-informed investors and are subject to such other transfer conditions as set forth in the relevant Sub-Fund Specifications.

Any transfer of shares shall be entered into the Shares' Register after delivery to the Board of such documents, instruments and certificates as may be required by the Board, in a form satisfactory to it.

The Board will not give its approval to any transfer of shares that would result in a non-qualifying investor becoming a shareholder. The Board, at its full discretion, will refuse to register the transfer of shares, for instance if there is not sufficient evidence that the person to whom the shares are transferred to is a well-informed investor, or if directly or indirectly, shares would be transferred in the United States or to, or for the account of, or benefit of, any US person.

Art. 11. Conversion of shares. Unless otherwise provided for in the relevant Sub-Fund Specifications, shareholders may request that all or part of the shares they hold in a Sub-Fund be converted to shares of another Sub-Fund under the terms and conditions described in the Issuing Document.

The Board reserves the right to refuse all or part of a conversion application.

The number of shares allocated in the converting Sub-Fund will be established according to the relevant provisions of the Issuing Document

Art. 12. Restrictions of ownership of shares. The Fund reserves the right to:

- (a) refuse on a discretionary basis all or part of a subscription / redemption / conversion application for shares; and
- (b) repurchase, at any time, shares held by shareholders not authorised to buy or own the Fund's shares and return the proceeds to such shareholders as set forth in the Issuing Document.

Art. 13. Net asset value. The net asset value (the "NAV") per share of each Class of Shares within the relevant Sub-Fund shall be calculated, under the ultimate responsibility of the Board or of the AIFM to the extent required by the 2013 Law, in the Reference Currency (as determined in the Issuing Document) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant Class of Shares within such Sub-Fund.

It shall be determined in respect of each Valuation Day (as defined in the Issuing Document) by dividing the net assets of the Fund attributable to each Class of Shares within the relevant Sub-Fund, being the value of the portion of assets attributable to such Class of Shares in such Sub-Fund less the value of the liabilities attributable thereto, as of any Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Class of the relevant Sub-Fund then outstanding in accordance with the valuation rules set forth below.

The net asset value per Share shall be rounded up or down to the nearest whole unit of the currency in which the net asset value of the relevant Shares is calculated, as shall be determined by the Board or the AIFM to the extent required by the 2013 Law.

If since the time of determination of the net asset value there has been a material subsequent change to the circumstances existing at the time of the valuation on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Sub-Fund are dealt in or are quoted, the Board or the AIFM to the extent required by the 2013 Law, may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation for all applications received on the relevant Valuation Day.

The net assets of the different Sub-Funds of the Fund shall be assessed as follows:

A. The Fund's assets shall include (without limitation):

- (i) all cash on hand and on deposit, including interest due but not yet collected and interest accrued on these deposits up to the Valuation Day;
- (ii) all accounts receivable (including the result of the sale of securities whose proceeds have not yet been received);
- (iv) all stock dividends, cash dividends and distribution proceeds to be received by the Fund in cash or securities or other assets (insofar as the Fund is aware of such) and all interest accrued on any interest-bearing assets and owned by the Fund (unless this interest is included or reflected in the principal amount of such assets);
- (i) all shares or units in UCIs, bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, structured products, debentures, debenture stock, subscription rights, warrants and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
- (ii) all financial derivative instruments;
- (iii) all formation expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as they have not been written off; and
- (viii) all other assets of whatever nature, including prepaid expenses.

By way of derogation on the valuation principles mentioned below, the net asset value per Share calculated as at the end of the fiscal year or for a specific period will be calculated on the basis of the last prices of the relevant fiscal year or period.

B. Valuation of Assets

Subject to the overall control and the ultimate responsibility of the Board, or of the AIFM to the extent required by the 2013 Law, the value of such assets will be calculated in good faith at fair value, by the valuer [or AIFM] and according to the procedures described in the Issuing Document.

Adequate provisions will be made, Sub-Fund by Sub-Fund, for expenses to be borne by each of the Fund's Sub-Funds and off-balance-sheet commitments may possibly be taken into account on the basis of fair and prudent criteria.

The value of all assets and liabilities not expressed in the Base Currency of a Sub-Fund will be converted into the Base Currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board, or the AIFM to the extent required by the 2013 Law.

C. The Fund's liabilities shall include (without limitation):

- (i) all borrowings, bills matured and accounts due;
- (ii) all liabilities known, whether matured or not, including all matured contractual obligations that involve payments in cash or in kind (including the amount of dividends declared by the Fund but not yet paid);
- (iii) all reserves, authorized or approved by the Board, or the AIFM to the extent required by the 2013 Law, in particular those that have been built up to reflect a possible depreciation on some of the Fund's assets;
- (iv) all of the Fund's other liabilities, of whatever nature with the exception of those represented by Shares in the Fund. To assess the amount of these other liabilities, the Fund shall take into account all expenditures to be borne by it, including,

without any limitation, the incorporation expenses and costs for subsequent amendments to the Articles, accountant, Depositary Bank, Administrative Agent, Paying Agent, as well as the permanent representatives of the Fund in countries where it is subject to registration (if any), the costs for legal assistance and for the auditing of the Fund's annual accounts, the advertising costs, the costs of printing and publishing the documents prepared in order to promote the sale of Shares, the costs of printing the annual and interim (if any) financial reports, the costs of translating (where necessary) the semi-annual report (if any) and accounts, the annual audited report and accounts and all Issuing Documents, the costs of printing confirmations of registration, the cost of convening and holding shareholders' meetings and meetings of the Board, reasonable travelling expenses of the Board, managers' fees, the costs of registration statements (and maintaining the registration of the Fund with governmental agencies or stock exchanges to permit the sale of the Shares), all taxes, corporate fees and duties charged by governmental authorities and stock exchanges, fiscal and governmental charges or duties in respect of or in connection with the acquisition, holding or disposal of any of the assets of the Fund or relating to the purchase, sale, issue, transfer, redemption or conversion of Shares by the Fund and of paying dividends or making other distributions thereon, the costs of publishing the issue and redemption prices as well as any other running costs, including financial interest, fees or charges payable resulting from any borrowing by the Fund, banking and brokerage expenses incurred when buying or selling assets or otherwise and all other administrative costs. For the valuation of the amount of these liabilities, the Fund shall take into account prorata temporis the expenses, administrative and other, that occur regularly or periodically;

(v) the Fund constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Fund's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

V. The assets shall be allocated as follows:

The Board shall establish a Class of Shares in respect of each Sub Fund and may establish multiple Classes of Shares in respect of each Sub Fund in the following manner:

(i) If multiple Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to (a) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (b) a specific sales and redemption charge structure and/or (c) a specific management or advisory fee structure, and/or (d) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (e) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the Reference Currency of the relevant Sub-Fund and/or (f) the use of different hedging techniques in order to protect in the Reference Currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (g) such other features as may be determined by the Board from time to time in compliance with applicable law;

(ii) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Fund to the relevant class of shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the net assets of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

(iii) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or Classes of Shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (i);

(iv) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Fund to the same class or Classes of Shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes of Shares;

(v) In the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to their respective net asset values or in such other manner as determined by the Board, or of the AIFM to the extent required by the 2013 Law, acting in good faith, provided that (a) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board, or of the AIFM to the extent required by the 2013 Law, the respective right of each Class of Shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant class of shares to the relevant account or pool, and (b) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class of Shares, as described in the sales documents for the Shares of the Fund;

(vi) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the net asset value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions;

(vii) The currency gains or losses of the hedging techniques used for hedging a currency class will be allocated to the relevant Class.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles. In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the net asset value taken by the Board, or of the AIFM to the extent required by the 2013 Law, or by any bank, company or other organization which the Board may appoint for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Fund and present, past or future shareholders.

VI. For the purpose of this Article:

(i) Each of the Shares in the process of being redeemed shall be considered as a share issued and existing until the close of business on the Valuation Day applied to the redemption of such share and its price shall be considered as a liability of the Fund from the close of business on this date and this until the price has been paid.

(ii) Each Share to be issued by the Fund in accordance with subscription applications received shall be considered as issued from the close of business on the Valuation Day of its issue price and its price shall be considered as an amount owed to the Fund until it has been received by the Fund.

(iii) All investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the Reference Currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the net asset value of Shares; and

(iv) Where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund;

- provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Fund.”.

Art. 14. Suspension of calculation of the net asset value. The Fund is authorised to temporarily suspend the calculation of the NAV and the issue of any class in any Sub-Fund, in accordance with, and unless provided otherwise in, the Issuing Document, in the following cases:

(a) when for any reason the prices of any Investments owned by the Fund attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

(b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Fund attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

(c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

(d) during any period when the is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition, of investments or payments due on redemption of shares cannot be effected at normal rates of exchange;

(e) if a resolution calling for the liquidation of the Fund has been adopted; or

(f) if an underlying asset in which the Fund has invested in excess of 5% (five percent) of the NAV of the Fund suspends the redemption of its shares.

Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

Chapter III. Administration and management of the fund

Art. 15. Board of directors.

(1) The Fund shall be managed by a board of directors (the "Board") consisting of at least three members.

(2) The directors shall be appointed by the General Meeting, which shall determine their number, remuneration, term of office and class, as the case may be. The term of the office of a director may not exceed six years and the directors shall hold office until their successors are appointed. Directors may be re-appointed for successive terms.

(3) The Board shall be constituted of at least one class A director (each a "Class A Director") and one class B director (each a "Class B Director").

(4) Any director may be removed at any time with or without cause (ad nutum) by the General Meeting.

(5) If a legal entity is appointed as director of the Fund, such legal entity must designate a permanent representative who shall perform this role in the name and on behalf of the legal entity. The relevant legal entity may only remove its permanent representative if it appoints his successor at the same time.

(6) In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement, resignation or otherwise, the remaining directors may appoint, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting, in accordance with the Law.

Art. 16. Decisions of the board of directors.

(1) The Board shall choose among its members a chairman, and may choose a vice-chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board

(2) The Board shall meet upon call by the chairman, or two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

(3) The chairman shall preside at all meetings of the Board s, but in his absence, the Board may appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority of the directors present at such meeting.

(4) Written notice of any meeting of the Board including the agenda of the meeting must be given to directors at least twenty-four hours in advance of the date scheduled for the meeting, by facsimile or by e-mail (without electronic signature), except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of the emergency shall be mentioned in the notice.

(5) No convening notice is required if all the members of the Board are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the written consent of each member of the Board, such consent being given in original, fax or electronic mail (without electronic signature) or any other communication means. No convening notice shall be required for a meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board.

(6) Any director may act at any meeting of the Board by appointing another director as his proxy in writing, by facsimile, e-mail or by any other means of communication, a copy being sufficient. A director may not represent more than one of his colleagues.

(7) Any director may participate in any meeting of the Board by telephone conference or video-conference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to one another on a continuous basis and allowing an effective participation of all such persons in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Fund.

(8) The Board may validly deliberate and act only if a majority of its members (including at least a Class A Director and a Class B Director) is present or represented. Resolutions of the Board shall be validly taken by a majority of the votes of the Class A Director and a majority of the vote of the Class B Director present or represented.

(9) The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the chairman or, in his absence, the vice-chairman, or two directors. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman or two directors.

(10) Written resolutions signed by all the directors shall be valid and binding to the Fund in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held by the Board. Such signatures may appear on a single or several counterpart (s) in original or copy delivered by fax, electronic mail or any other communication means.

Art. 17. Powers of the board of directors.

(1) The Board, is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Fund's interest. All powers not expressly reserved by the Law or by these Articles to the General Meeting fall within the powers of the Board.

(2) The Board is authorized to delegate the daily management of the Fund to one or several directors.

(3) Special and limited powers may be delegated by the Board, as the case may be, for determined matters and within a limited period of time to one or several persons, who do not need to be directors.

Art. 18. Representation. The Fund shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of one Class A Director and one Class B Director.

The Fund shall be bound towards third parties in all matters whose value does not exceed seven thousand five hundred euros (EUR 7,500.-) by the sole signature of one Class B Director.

Art. 19. Conflicts of interest. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Fund is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Fund who serves as a director, officer or employee of any company or firm, with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Fund may have in any transaction of the Fund an interest different to the interests of the Fund, such director or officer shall make known to the Board such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction. Such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term conflict of interest, as used in the preceding paragraph, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, the investment advisor, the custodian, the administrative agent, the distributors as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board in its discretion.

Notwithstanding the above and to the extent applicable, the AIFM shall maintain and operate effective organisational and administrative arrangements to identify, prevent, manage and monitor conflicts of interest in order to prevent them from adversely affecting the interests of the Fund and/or its Shareholders in accordance with the 2013 Law.

Chapter IV. General meeting of shareholders

Art. 20. General meeting. The properly constituted general meeting of the shareholders of the Fund (the "General Meeting") represents all shareholders. It has the broadest powers to order, make or ratify all actions related to the Fund.

Art. 21. Annual general meeting. The annual General Meeting will be held in accordance with applicable Luxembourg laws and regulations at the Fund's registered office in Luxembourg, or at such other place in Luxembourg as may be indicated in the convening notice, on the third Thursday of June of each year at 11.00 am (Luxembourg time). If any such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following bank business day.

The shareholders of a specified Sub-Fund may, at any time, hold general meetings with the aim to deliberate on a subject which concerns only their Sub-Fund.

All other General Meetings shall be held at the time and venues specified in the relevant meeting notice.

Art. 22. Quorum and notice period. All General Meetings shall be chaired by a representative of the Board or any person appointed by the Board.

Quorums and notice periods required by the Law shall apply to General Meetings if not otherwise specified in these Articles. All shareholders may participate in the General Meetings by designating in writing, by fax or telex or any other means, another person to serve as their proxy.

Unless otherwise stipulated in these Articles, the decisions of the General Meeting will be reached by a majority vote of the shareholders present or represented, it being understood that such majority shall be reached in each class of shares.

Art. 23. General meeting; notice. Shareholders shall be called to meet by the Board following notice of the meeting agenda sent by mail at least 8 (eight) days prior to the date of the meeting to all shareholders at their address contained in the Shares' Register.

These notices shall indicate the time and place of the General Meeting, the admission conditions, the agenda and the Luxembourg legal quorum and majority requirements.

Chapter V. Financial year - Annual financial statement - Distribution - Independent auditor.

Art. 24. Financial year. The financial year of the Fund begins each year on the 1 (first) of January and ends on the 31 (thirty-first) of December of the same year.

Art. 25. Annual financial statements. The Fund's financial statements shall be maintained in euro.

As required by the 2007 Law and to the extent applicable the 2013 Law, the Fund will publish an annual report drawn up as per the 31 (thirty-first) of December, available to shareholders at the registered office of the Fund ultimately 6 (six) months after the end of the financial year of the Fund.

Each year the Board shall prepare the annual report. Such annual report includes a balance sheet or a statement of assets and liabilities, an income and expenditure account for the financial year, a report on the activities of the past financial year, any significant information enabling Shareholders to make an informed judgment on the development of the activities including for the avoidance of doubt and to the extent applicable the material changes listed in article 21 of the 2013 Law as well as the aggregate remuneration of the AIFM's employees whose actions impact the risk of the Fund or the Sub-Funds and of the results of the Fund.

Art. 26. Independent auditor. The accounting data included in the annual report of the Fund shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises) appointed by the Fund and remunerated by the Fund. The independent auditor shall fulfil the duties prescribed by the 2007 Law and to the extent applicable the 2013 Law.

Art. 27. Distributions. Subject to permitted reinvestments and requirements of the Luxembourg applicable laws and regulations, distributions shall be payable by the Fund further to the provisions ascribed within the Issuing Document. No distribution shall be made if, after the declaration of such distribution, the share capital of the Fund would fall below the minimum capital amount required by the 2007 Law. The Board is able to distribute interim dividend in a way it determines appropriate.

Chapter VI. Liquidation and amalgamation

Art. 28. Liquidation of the fund and of sub-funds. The Fund is set up for an unlimited term and shall end with the dissolution and liquidation of its last Sub-Fund.

The Sub-Fund(s) may be created for an undetermined period or for a fixed period as provided for in each Sub-Fund Specifications. Sub-Funds created for a fixed period will terminate automatically on their maturity date provided for in each Sub-Fund Specifications.

The Board may decide to liquidate a Sub-Fund if its net assets have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in circumstances relating to the Sub-Fund concerned would justify such liquidation.

Shareholders of the relevant Sub-Fund will be notified by the Board of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures applicable to the liquidation.

Unless otherwise provided for in the Sub-Fund Specifications, the shareholders of the Sub-Fund concerned may request the redemption of their shares upon or prior to the liquidation by application of the applicable liquidation NAV as

determined by the Board. Any liquidation proceeds that cannot be distributed to their beneficiaries upon the close of the liquidation will be deposited with the Luxembourg Caisse de Consignation.

In addition to the above, should the share capital of the Fund fall below 2/3 (two thirds) of the minimum share capital, an extraordinary General Meeting must be convened to consider the dissolution and liquidation of the Fund. Any decision to dissolve and liquidate the Fund must be taken by a majority of the shares present or represented at the meeting.

Where the share capital falls below one quarter of the minimum share capital, the Board must convene an extraordinary General Meeting to decide upon the dissolution and liquidation of the Fund. At that meeting, the decision to dissolve and liquidate the Fund may be taken by shareholders holding together one quarter of the shares present or represented.

As soon as the decision to wind up the Fund is taken, the issue of shares in all Sub-Funds is prohibited and shall be deemed void.

Art. 29. Amalgamation and merger. The Board may organize the merger of the Fund into another existing or new collective investment scheme or an assimilated entity, in accordance with applicable laws and regulations.

Unless otherwise provided for in the Sub-Fund Specifications, the Board may decide to terminate one Sub-Fund by contributing its assets and liabilities into another existing or new Sub-Fund or into another existing or new collective investment scheme or an assimilated entity.

The Board may also organize the amalgamation of two or more Sub-Funds into an existing or a new Sub-Fund.

The Board may also organize the amalgamation of two or more classes within a Sub-Fund.

The Board may decide to consolidate or split the shares of a Sub-Fund within a given class.

Shareholders will be notified of any such decision as well as the relevant information in relation to the new Sub-Fund, the new collective investment scheme or assimilated entity or the new class. Notice will be provided at least 1 (one) month before the merger or amalgamation in order to enable shareholders to request that their shares be redeemed before the merger or amalgamation is completed.

The Fund or a Sub-Fund may also be involved in a merger transaction as absorbing entity within the meaning of the Law and to the extent permitted by applicable laws and regulations.

Chapter VIII. General provisions

Art. 30. Interpretation. Capitalised terms not defined in these Articles shall have the meaning assigned to them in the Issuing Document.

Any reference to the Board shall be construed as a reference to the AIFM appointed by the Fund in accordance with the 2013 Law to the extent applicable, in all cases required by the 2013 Law, as further described in the Issuing Document and in the relevant agreement entered into between the Fund and the AIFM.

Art. 31. Amendments. These Articles may be amended from time to time and as necessary by the General Meeting resolving at a 2/3 majority of the vote cast by shareholders representing more than half of the share capital of the Fund, it being understood that such majority and quorum conditions shall be reached in each class of share.

Art. 32. Applicable law. For all matters that are not governed by these Articles, the parties shall refer to the provisions of the Law, the 2007 Law and to the extent applicable the 2013 Law.”

No further item being on the agenda, the general meeting was closed.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Fund as a result of this deed are estimated at approximately EUR 1,000.-.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English and by way of derogation from the provisions of the decree of 24 Prairial, year XI, the requirement to append a translation in one of the official languages is not applicable, in accordance with article 26 (2) of the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment fund, as amended.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

This deed having been read to the proxyholder of the appearing parties, the said proxyholder signed together with the undersigned notary this original deed.

Signé: F.GIBERT, R.UHL, J.ELVINGER

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 23 septembre 2014. Relation: LAC/2014/44087. Reçu soixante quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): C. FRISING.

Référence de publication: 2014160426/525.

(140182440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Danube Asset Management, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 149.273.

In the year two thousand and fourteen, on the fifteenth day of the month of October.

Before us Me Edouard DELOSCH, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

IT APPEARED:

1. Laxey Partners Ltd, a company duly organized and existing under the laws of the Isle of Man, having its registered office at 63, Derby House, Athol Street, 4th Floor, GBM-IM 1 1JD Douglas, Isle of Man, here represented by Ms. Nadiya MUGEMA, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which proxy shall be signed “ne varietur” by the appearing party and the undersigned notary, and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing party, represented as stated hereabove, declares to be the sole shareholder of the company “Danube Asset Management S.à r.l.”, having its registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 149.273 (the Company), incorporated by deed of notary Maître Carlo Wersandt, in substitution of notary Maître Henri HELLINCKX, on 22 May 2009 under the name “Balkan Reconstruction Investment Financing”, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C of 7 December 2009, number 2381. The articles of association of the Company were amended for the last time by a deed of Maître Henri HELLINCKX, dated 14 August 2009 and published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of 7 December 2009, number 2381.

The sole shareholder, represented as above mentioned, having recognized to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To dissolve the Company and to put the Company into liquidation.
2. To appoint Fides (Luxembourg) S.A. as liquidator, and to determine the powers to be given to the liquidator and the remuneration of the liquidator.
3. Miscellaneous.

The sole shareholder requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole shareholder resolved to dissolve the Company and to put the Company into liquidation with immediate effect.

Second resolution

Fides (Luxembourg) S.A., a public limited liability company, duly incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1855 Luxembourg, 46A, Avenue J.F. Kennedy, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg register of commerce and companies under number B 41469, is appointed as liquidator of the Company.

Said liquidator shall enforce all claims of the Company against its debtors and shall pay all debts of the Company. The liquidator does not need to create an inventory, but may rely on the books created by the Company. For specific transactions, the liquidator may delegate its powers wholly or partly to one or several delegates. Without any limitations, the Company will be bound by the sole signature of the liquidator. Even without an explicit decision of the general meeting of the sole shareholder, the powers described in articles. 144 and 145 of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended from time to time, are conferred to the liquidator.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed is approximately one thousand one hundred Euro (EUR 1,100.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing parties, they signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le quinzième jour du mois d'octobre.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Diekirch, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

1. Laxey Partners Ltd, une société créée conformément au droit de l'Ile de Man, ayant son siège social au 63, Derby House, Athol Street, 4^{ème} étage, GBM-IM 1 1JD Douglas, Ile de Man, ici représentée par Mlle Nadiya MUGEMA, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé. Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par la comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Qu'elle est la seule et unique associée de la société "Danube Asset Management S.à r.l.", société à responsabilité de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, Grand-duché du Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 149.273 (la Société), constituée suivant acte du notaire Maître Carlo Wersandt, en remplacement de Maître Henri HELLINCKX en date du 22 mai 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2381 du 7 décembre 2009. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri HELLINCKX en date du 14 août 2009 et publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations 7 décembre 2009 numéro 2381.

L'associé unique, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution de la Société et mise en liquidation de la Société.
2. Nomination de la société Fides (Luxembourg) S.A. comme liquidateur et détermination des pouvoirs conférés au liquidateur et de la rémunération du liquidateur.
3. Divers.

L'associé unique a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique a décidé la dissolution de la Société et la mise en liquidation de celle-ci, avec effet immédiat.

Deuxième résolution

La société Fides (Luxembourg) S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy, Grand-duché du Luxembourg, enregistrée avec le registre de commerce et des sociétés Luxembourg sous numéro B 41469, est nommée liquidateur.

Le liquidateur prénommé a la mission de réaliser tout l'actif et d'apurer le passif de la Société. Dans l'exercice de sa mission, le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et il peut se référer aux écritures de la Société. Le liquidateur pourra sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires. Le liquidateur pourra engager la Société en liquidation sous sa seule signature et sans limitation. Il dispose de tous les pouvoirs tels que prévus à l'article 144 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée de temps à autre, ainsi que de tous les pouvoirs stipulés à l'article 145 de ladite loi, sans avoir besoin d'être préalablement autorisés par l'assemblée générale de l'associé unique.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, s'élève à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante représentée comme dit ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, connue du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous, notaire le présent acte.

Signé: N. MUGEMA, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 16 octobre 2014. Relation: DIE/2014/13137. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé) pd: RECKEN.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Diekirch, le 17 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161384/107.

(140184031) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**Transfinco S.A, Société Anonyme,
(anc. Transfinco S.A.H.).**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 8.817.

L'an deux mille quatorze, le six octobre.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue

une Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme établie à Luxembourg sous la dénomination de "TRANSFINCO S.A.H.", R.C.S. Luxembourg N° B 8817, ayant son siège social à Luxembourg au 18, rue de l'Eau, constituée par acte de Maître Roger Wurth, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich, en date du 19 janvier 1970, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 79 du 13 mai 1970.

Les statuts de la société ont été modifiés par acte reçu de Maître Paul Decker, alors notaire de résidence à Luxembourg-Eich en date du 4 mars 2002, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 938 du 20 juin 2002.

La séance est ouverte à 17.15 heures sous la présidence de Monsieur Denis BREVER, Senior Legal Officer, domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Monsieur Gianpiero SADDI, clerc de notaire, domicilié professionnellement au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Denis BREVER, précité.

Monsieur le Président expose ensuite:

I.- Qu'il résulte d'une liste de présence dressée et certifiée par les membres du bureau que les cinq mille sept cents (5.700) actions ayant eu une valeur nominale de mille francs suisses (CHF 1.000,-) chacune, représentant l'intégralité du capital social de cinq millions sept cent mille francs suisses (CHF 5.700.000,-) sont dûment représentées à la présente assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduits, tous les actionnaires représentés ayant accepté de se réunir sans convocation préalable.

Ladite liste de présence, portant les signatures des actionnaires tous représentés, restera annexée au présent procès-verbal ensemble avec les procurations pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

1. Changement de la dénomination sociale de la Société en "TRANSFINCO S.A.".

2. Modification de l'objet social de celui de société Holding 1929 en celui de société pleinement imposable, dans les termes suivants: La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

La société peut également acheter, vendre, gérer et développer des marques, ou plus généralement, des droits de propriété intellectuelle. "

3. Suppression de la valeur nominale des actions et changement de la devise du capital social de CHF en EUR au cours en vigueur à la date de l'assemblée générale extraordinaire;

4. Modification de la date d'assemblée générale annuelle;

5. Refonte des statuts.

6. Divers.

L'assemblée, après avoir approuvé l'exposé de Monsieur le Président et après s'être reconnue régulièrement constituée, a abordé l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

La dénomination sociale de la Société est changée en "TRANSFINCO S.A."

Deuxième résolution

L'assemblée, constatant expressément que la société n'a pas émis d'emprunt obligataire, décide de modifier l'objet social de la société de celui de société Holding 1929 en celui de société pleinement imposable.

En conséquence, l'objet social est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

"La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

La société peut également acheter, vendre, gérer et développer des marques, ou plus généralement, des droits de propriété intellectuelle."

Troisième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des actions et de changer la devise du capital social CHF en Euro au cours d'un franc suisse (CHF 1,-) pour EUR 0,827198 en date du 3 octobre 2014, dernier cours de change disponible, de sorte que le capital social est fixé à quatre millions sept cent quinze mille vingt-huit euros virgule soixante centimes (EUR 4.715.028,60) représentés par cinq mille sept cents (5.700) actions sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

L'assemblée générale se réunira annuellement de plein droit le 15 avril à 17.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Cinquième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, les statuts ont été refondus sans toutefois modifier ni le nom, ni l'exercice, mais en tenant compte des susdites résolutions,

de telle manière qu'ils auront désormais la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il est formé une société anonyme sous la dénomination de "TRANSFINCO S.A."

Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée. La société pourra être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les formes prescrites par la loi pour la modification des statuts.

Art. 2. La société a pour objet, tant à Luxembourg qu'à l'étranger, toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés ayant pour objet toute activité, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et la mise en valeur, à titre permanent ou temporaire, du portefeuille créé à cet effet, dans la mesure où la société sera considérée selon les dispositions applicables comme "Société de Participations Financières".

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui sont de nature à favoriser le développement de son entreprise ou à le lui faciliter, ainsi que procéder à l'acquisition, la détention, l'exploitation, le développement et la mise en valeur de tous biens immobiliers, terrains à bâtir y compris.

La société peut également acheter, vendre, gérer et développer des marques, ou plus généralement, des droits de propriété intellectuelle.

Art. 3. Le capital social est fixé à quatre millions sept cent quinze mille vingt-huit euros virgule soixante centimes (EUR 4.715.028,60) divisé en cinq mille sept cents (5.700) actions sans valeur nominale.

Art. 4. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société pourra procéder au rachat de ses actions au moyen de ses réserves disponibles et en respectant les dispositions de l'article 49-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Le capital social de la société peut être augmenté ou diminué en une ou plusieurs tranches par une décision de l'assemblée générale des actionnaires prise en accord avec les dispositions applicables au changement des statuts.

Art. 5. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 6. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

De même, le conseil d'administration est autorisé à émettre des emprunts obligataires sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Le conseil d'administration élit en son sein son président.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télécopie ou e-mail, étant admis.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, lettre, télégramme, télécopie, e-mail, ainsi que par téléconférence. Si les décisions sont prises par téléconférence ou e-mail, un procès-verbal sera dressé et signé par tous les administrateurs qui ont participé. Les résolutions par écrit approuvées et signées par tous les administrateurs auront les mêmes effets que les résolutions adoptées lors des réunions du conseil d'administration. Le conseil d'administration peut également prendre ses décisions par voie circulaire.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage des voix.

La société se trouve engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires aux comptes, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le 15 avril à 17.30 heures à Luxembourg, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion.

Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Art. 12. Sous réserve des dispositions de l'article 72-2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, le conseil d'administration est autorisé à procéder à un versement d'acomptes sur dividendes.

Art. 13. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, l'Assemblée s'est terminée à 17.30 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: D. Brever, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 octobre 2014. LAC/2014/46909. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160557/165.

(140182488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 octobre 2014.

Foodco Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 191.005.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-sixth day of September.

Before Maître Carlo WERSANDT, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

“Telefood S.à r.l.”, a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) with registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 119.045;

represented by Mrs. Virginie PIERRU, notary clerk, residing professionally at 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal on September 25th, 2014; such proxy, signed “ne varietur” by the proxy-holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing person, represented as aforesaid, has required the undersigned notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it deems to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Purpose - Duration - Name - Registered Office

Art. 1. There is hereby formed a société à responsabilité limitée under the name of “Foodco Invest S.à r.l.” (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

Art. 2. The purpose of the Company shall be to acquire, hold, manage and dispose of participating interests, in any form whatsoever, in Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities, rights and assets through participation, contribution, underwriting firm purchase or option, negotiation or in any other way, to acquire patents and licences, to manage and develop them.

The Company may borrow and raise funds, including, but not limited to, borrowing money in any form or obtaining any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, debentures, promissory notes, and other debt or equity instruments, convertible or not, on a private basis for the purpose listed above.

The Company can also enter into the following transactions, it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector:

- lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt or equity securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or any other companies;
- give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company, and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person;
- enter into agreements, including, but not limited to any kind of credit derivative agreements, partnership agreements, underwriting agreements, marketing agreements, distribution agreements, management agreements, advisory agreements, administration agreements and other services contracts, selling agreements, or other in relation to its purpose;

The Company may also perform all commercial, technical and financial operations, if these operations are likely to enhance the above-mentioned objectives as well as operations directly or indirectly linked to the activities described in this article.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited duration.

Art. 4. The registered office of the Company is established in the Municipality of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the City of Luxembourg by means of a resolution of the Board of Managers. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. The Company’s share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) represented by one million two hundred and fifty thousand (1,250,000) shares with a par value of one cent (EUR 0.01) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Each share gives right to a fraction of the assets and profits of the company in direct proportion to the number of shares in existence.

Art. 6. The shares held by the sole shareholder are freely transferable among living persons and by way of inheritance or in case of liquidation of joint estate of husband and wife.

In case of more shareholders, the shares are freely transferable among shareholders. They are transferable to non-shareholders only with the prior approval of the shareholders representing at least three quarters of the capital. The shares shall be transferable because of death to non-shareholders only with the prior approval of the owners of shares representing at least three quarters of the rights owned by the survivors.

Art. 7. The share capital may be modified at any time by the decision of the sole shareholder or, should this happen, by approval of a majority of shareholders representing three quarters of the share capital at least.

Art. 8. The Company may, without limitation, accept equity or other contributions without issuing shares or other securities in consideration for the contribution and may credit the contributions to one or more accounts. Decisions as to the use of any such accounts are to be taken by the Manager(s) subject to Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time and these Articles. For the avoidance of doubt, any such decision may, but need not, allocate any amount contributed to the contributor. The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

C. Management

Art. 10. The Company shall be managed by a board of managers composed of five (5) members at least, who need not be shareholders of the Company.

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed managers as class A managers (the "Class A Managers") or class B managers (the "Class B Managers").

The managers shall be elected by a resolution of the shareholders for an unlimited duration. A manager may be removed with or without cause and replaced at any time by a resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a manager because of death, retirement or otherwise, the remaining managers may elect, by majority vote, a manager to fill such vacancy until the next resolution of the shareholders ratifying such election.

Art. 11. The board of managers may appoint from among its members a chairman, and may appoint from among its members a vice-chairman. It may also appoint a secretary, who needs not be a manager who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers and of the shareholders.

The board of managers shall meet upon call by the chairman or two managers at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of managers, but in his absence the managers or the board of managers may appoint another chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least twenty-four hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meetings. This notice may be waived by the consent in writing or by fax or e-mail of each manager.

Separate notice shall not be required for meetings at which all the managers are present or represented and have declared that they had prior knowledge of the agenda as well as for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by fax or, provided the genuineness thereof is established, electronic transmission, another manager as his proxy. One manager can represent more than one of his/her co-managers.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers. Decision shall be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting.

In the event that any manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company (other than that arising by virtue of serving as a manager, officer or employee in the other contracting party), such manager shall make known to the board of managers such personal interest and shall not consider, or vote on such transactions, and such manager's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one

another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, e-mail or any other similar means of communications. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

Art. 12. The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who presided at such meeting, or by two (2) managers.

Copies or extracts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman, by the secretary or by two (2) managers.

Art. 13. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present articles to the resolution of the shareholders fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may delegate its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and the representation of the Company for such management and affairs, to any member or members of the board of managers who may constitute committees deliberating under such terms as the board of managers shall determine. It may also confer all powers and special mandates to any persons who need not be managers, appoint and dismiss all officers and employees and fix their remuneration.

Art. 14. The Company will be bound by the sole signature of any manager of the Company, as well as by the joint or single signature of any person or persons to whom specific signatory powers shall have been delegated by the board of managers. However, if the shareholder(s) have qualified the managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint or single signature of any person or persons to whom specific signatory powers shall have been delegated by the board of managers, but only within the limits of such special power.

Art. 15. The managers shall be responsible in accordance with article 59 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, for the performance of their duties.

To the extent permissible under Luxembourg law and provided that, to the extent applicable, discharge has been granted by the general meeting of shareholders for any liability resulting from the performance of their duties, the managers, auditors, secretaries and other officers, servants or agents of the Company shall be indemnified out of the assets of the Company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses, which they or any of them shall or may incur or sustain by reason of any contract entered into or any act done, concurred in, or omitted, in connection with the performance of their duties or in relation thereto except for any costs, charges, losses, damages and expenses they shall incur or sustain as a result of their own wilful act, neglect or default respectively.

None of them shall be liable for (i) the acts, neglects or defaults of the other manager(s), or for having acted jointly with the other managers for compliance purposes; or (ii) for any bankers or other persons with whom any assets of the Company shall or may be lodged or deposited for safe custody; or (iii) for any bankers, brokers, or other persons to whom assets of the Company have been remitted; or (iv) for any defect of title of the Company to any property purchased; or (v) for the insufficiency or deficiency or defect of title of the Company any security for which any moneys of the Company have been invested; or (vi) for any loss or damage caused by an error of judgment or oversight on their part; or (vii) for any other loss, damage or misfortune whatsoever which shall happen in the performance of their respective duties or in relation thereto, except if the same shall happen as a result of their own wilful act, neglect or default respectively.

D. Decisions of the sole shareholder - Collective decisions of the shareholders

Art. 16. The sole shareholder exercises the powers devolved to the meeting of shareholders by the dispositions of section XII of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

As a consequence thereof all decisions, which exceed the powers of the managers are taken by the sole shareholder.

In case of more shareholders the decisions, which exceed the powers of the managers shall be taken by the meeting.

Each shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares, which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

Any issuance of shares as a result of the conversion of convertible bonds or other similar financial instruments shall mean the convening of a prior general meeting of shareholders in accordance with the provisions of Article 7 above. Each convertible bond or other similar financial instrument shall be considered for the purpose of the conversion as a subscription for shares to be issued upon conversion.

E. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 17. The Company's financial year runs from the first of January to the thirty-first of December of each year.

Art. 18. Each year, as at the thirty-first of December, there will be drawn up a record of the assets and liabilities of the Company, as well as a profit and loss account.

The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the company.

Every year five percent (5%) of the net profit will be transferred to the legal reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the legal reserve amount to one tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The excess is attributed to the sole shareholder or distributed among the shareholders. However, the sole shareholder or, as the case may be, the meeting of shareholders may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

The board of managers may decide to pay interim dividends to the sole shareholder or the shareholders, as applicable, before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time, or these articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned may be recovered from the sole shareholder or the relevant shareholders, as applicable.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 19. In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

Art. 20. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Transitional disposition:

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on December 31st, 2014.

Subscription and payment:

The shares have been subscribed as follows:

Shareholders	subscribed capital	number of shares	amount paid-in
Telefood S.à r.l.	EUR 12,500	1,250,000	EUR 12,500
Total:	EUR 12,500	1,250,000	EUR 12,500

All the shares have been fully paid-up in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary who expressly states it.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

Decision of the sole shareholder:

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder, represented as aforesaid and representing the entirety of the subscribed capital has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company set at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an unlimited duration:
 2. The following persons are appointed managers of the Company for an unlimited duration:

Class A managers:

- Ms. Séverine MICHEL, born on July 19, 1977 in Epinal, France, with professional address at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg;
- Mr. Kees JAGER, born on April 1, 1977 in Guernsey, Channel Islands, with professional address at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY1 3QL Guernsey; and

- Mr. Eddy PERRIER, born on July 5th, 1977 in Saint Jean de Maurienne, France, with professional address at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Class B managers:

- Mr. Christophe GAMMAL, born on 9 August 1967 in Uccle, Belgium, with professional address at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg; and

- Mr. Michaël GOOSSE, born on 29 May 1977 in Libramont-Chevigny, Belgium, with professional address at 174, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing parties, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

After reading the present deed to the proxy-holder of the appearing parties, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxy-holder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-six septembre;

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

«Telefood S.à r.l.», une société à responsabilité limitée régie par les lois de Luxembourg, avec un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-), ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 119.045;

représentée par Mme Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement au 12, rue Jean Engling L-1466 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé en date du 25 septembre 2014; laquelle procuration, signée «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

A. Objet - Durée - Nom - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Foodco Invest S.à r.l.» (ci-après la «Société») laquelle sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet l'acquisition, la détention, la gestion et la cession de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères; l'acquisition de tous titres, droits et actifs par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et mise en valeur.

La Société peut emprunter et lever des fonds, y compris, mais sans être limité à, emprunter de l'argent sous toutes formes et obtenir des prêts sous toutes formes et lever des fonds à travers, y compris, mais sans être limité à, l'émission d'obligations, de titres de prêt, de billets à ordre et d'autres titres de dette ou de capital convertibles ou non, dans le cadre de l'objet décrit ci-dessus.

La Société peut également entrer dans les transactions suivantes, étant entendu que la Société n'entrera pas dans une quelconque transaction qui l'engagerait dans une quelconque activité qui serait considérée comme une activité réglementée du secteur financier:

- accorder des prêts, sans limitation, à ses filiales, sociétés liées ou toute autre société, y compris, les fonds provenant d'emprunts, d'émission de titres de prêt ou de titres de capital;

- accorder des garanties, mises en gage, transférer, nantir ou créer et accorder, de toute autre manière, des sûretés sur tout ou partie de ses actifs, garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de tout autre société et, généralement, dans son propre intérêt et / ou dans celui de toute autre société ou personne;

- entrer dans des contrats, y compris, mais non limité à n'importe quelle sorte de contrats de dérivés de crédit, contrats d'association, contrats de garantie, contrats de marketing, contrats de distribution, contrats de gestion, contrats de conseil, contrats d'administration et autres contrats de services, contrats de vente, ou autre en rapport avec son objet social.

La Société peut également faire toutes opérations commerciales, techniques et financières, si ces opérations sont susceptibles de contribuer à la réalisation de son objet tel que décrit dans le présent article ainsi que des opérations directement ou indirectement liées aux activités décrites dans cet article.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg. Il pourra être transféré à n'importe quel autre endroit dans la ville de Luxembourg par simple décision du conseil de gérance. Il peut être créé, par simple décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché du Luxembourg qu'à l'étranger.

B. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'une valeur nominale d'un cent (EUR 0,01) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Chaque part donne droit à une fraction des avoirs et bénéfices de la Société en proportion directe au nombre des parts existantes.

Art. 6. Les parts sociales détenues par l'associé unique sont librement transmissibles entre vifs et par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne sont cessibles dans ce même cas à des non-associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants.

Art. 7. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant décision de l'associé unique ou si le cas se réalise, moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Art. 8. La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou d'autres apports sans émettre des parts sociales ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut créditer les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de tels comptes seront prises par le conseil de gérance sous réserve de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée et des présents Statuts. Pour éviter tout doute, toute décision peut, mais n'a pas besoin de, allouer tout montant apporté à l'apporteur. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société.

C. Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance composé de cinq (5) membres au moins, lesquels ne seront pas nécessairement associés de la Société.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de gérants de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») ou gérants de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

Les gérants sont élus par une résolution des associés pour une durée illimitée. Un gérant peut être révoqué avec ou sans motif et remplacé à tout moment par une décision des associés.

En cas de vacance d'un poste d'un gérant pour cause de décès, démission ou toute autre cause, les gérants restants pourront élire, à la majorité des votes, un gérant pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la ratification de cette élection par les associés.

Art. 11. Le conseil de gérance peut nommer un président parmi ses membres et peut nommer parmi ses membres qu'un vice-président. Il pourra alors être désigné un secrétaire, gérant ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des conseils de gérance et des associés.

Les réunions du conseil de gérance seront convoquées par le président ou par deux gérants, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président est tenu de présider toutes les réunions d'associés et tous les conseils de gérance, cependant en son absence les associés ou les membres du conseil de gérance pourront nommer un président pro-tempore par vote à la majorité des voix présentes à cette réunion ou à ce conseil.

Une convocation écrite pour toute réunion du conseil de gérance devra être transmise à tous les gérants au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour ladite réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Il peut être renoncé à cette convocation écrite sur accord de chaque gérant donné par écrit en original ou par télécopie ou par e-mail.

Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions du conseil de gérance au cours desquelles tous les gérants sont présents ou représentés et ont déclaré avoir préalablement pris connaissance de l'ordre du jour de la réunion ainsi que pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une annexe préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Tout gérant peut se faire représenter aux conseils de gérance en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, soit par un moyen de communication électronique dont l'authenticité aura pu être établie, un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter un ou plusieurs de ses co-gérants.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins des membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance. Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à une telle réunion.

Au cas où un gérant de la Société aurait un intérêt personnel opposé dans une quelconque affaire de la Société (autre qu'un intérêt opposé survenu en sa qualité de gérant, préposé ou employé d'une autre partie en cause) ce gérant devra informer le conseil de gérance d'un tel intérêt personnel et opposé et il ne pourra délibérer ni prendre part au vote sur cette affaire. Un rapport devra, par ailleurs, être fait au sujet de l'intérêt personnel et opposé de ce gérant à la prochaine assemblée des associés.

Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre, et communiquer entre elles. Une réunion peut ainsi ne se tenir qu'au moyen d'une conférence téléphonique. La participation par ce moyen à une réunion est considérée avoir été assurée en personne.

Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions portant sur un ou plusieurs documents par voie circulaire pourvu qu'elles soient prises après approbation de ses membres donnée au moyen d'un écrit original, d'un facsimile, d'un e-mail ou de tous autres moyens de communication. L'intégralité formera le procès-verbal attestant de la résolution prise.

Art. 12. Les procès-verbaux des conseils de gérance seront signés par le président et, en son absence, par le président pro-tempore qui a présidé une telle réunion, ou par deux (2) gérants.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, le secrétaire ou par deux gérants.

Art. 13. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la loi ou les présents statuts aux associés sont de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société pour la gestion journalière, à tout member(s) du conseil de gérance, qui à leur tour peuvent constituer des comités délibérant dans les conditions déterminées par le conseil de gérance. Il peut également conférer des pouvoirs et mandats spéciaux à toute personne, gérant ou non, nommer et révoquer tous préposés et employés et fixer leurs émoluments.

Art. 14. La Société sera engagée par la seule signature de chacun des gérants de la Société ou encore par les signatures conjointes ou uniques de toute autre personne à qui de tels pouvoirs de signature auraient été délégués par le conseil de gérance. Toutefois, si les associés ont qualifié les gérants de Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B. La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes ou uniques de toutes autres personnes à qui de tels pouvoirs de signature auraient été délégués par le conseil de gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 15. Les gérants sont responsables conformément à l'article 59 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée, pour l'exercice de leurs fonctions.

Pour autant que la loi luxembourgeoise l'autorise et à condition que décharge ait été accordée par l'assemblée générale des associés concernant toute responsabilité résultant de l'exercice de leurs fonctions, les gérants, commissaires aux comptes, secrétaires et autres dirigeants, préposés ou mandataires de la Société seront indemnisés sur l'actif de la Société contre toutes action, coûts, charges, pertes, dommages et dépenses qu'ils doivent ou devraient, ou que l'un d'entre eux doit ou devrait, encourir ou engager pour cause d'une signature de contrat ou de toute action effectuée ou omise directement ou indirectement liée à l'exercice de leurs fonctions, à l'exception de ceux qu'ils encourent du fait de leur propre acte de malveillance, négligence ou manquement respectivement.

Aucun d'entre eux ne devra être responsable pour (i) les actes, négligences ou manquements commis par le(s) autre(s) gérant(s) ou pour avoir agi conjointement avec les autres gérants dans un but de conformité; ou (ii) pour tout banquier ou toute autre personne auprès duquel des actifs de la Société pourraient être déposés pour en assurer la garde; ou (iii) pour tout banquier, courtier ou toute autre personne entre les mains desquelles des actifs de la Société ont été remis; ou (iv) pour un défaut de titre de la Société pour l'achat de tout bien; (v) pour l'insuffisance, l'absence ou l'invalidité de titre de la Société alors que des fonds de la Société ont été investis; ou (vi) pour toute perte ou dommage occasionné par une erreur de jugement ou d'inadvertance de leur part; (vii) pour toute perte, dommage ou inconvénient de toute sorte qui se produiraient dans l'exercice de leurs fonctions respectives ou en relation avec celles-ci, excepté s'ils résultent de leur propre malveillance, négligence ou manquement.

D. Décisions de l'associé unique - Décisions collectives d'associés

Art. 16. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Il s'en suit que toutes les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

En cas de pluralité d'associés, les décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants seront prises en assemblée.

Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts sociales qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Toute émission de parts sociales suite à la conversion d'obligations convertibles ou d'autres instruments financiers similaires entraîne la convocation préalable d'une assemblée générale d'associés conformément aux dispositions de l'Article 7 ci-dessus. Pour les besoins de la conversion, chaque obligation convertible ou autre instrument financier similaire sera considérée comme une souscription de parts sociales à émettre lors de la conversion.

E. Exercice social - Bilan - Répartitions

Art. 17. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société en compte de profits et pertes.

Le solde créditeur du compte de profits et pertes après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions représentent le bénéfice net de la société.

Chaque année il est prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net qui sera alloué à la réserve légale.

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire quand la réserve légale atteint dix pourcent (10%) du capital social, étant entendu que ce prélèvement doit reprendre jusqu'à ce que le fond de réserve soit entièrement reconstitué si, à tout moment et pour quelque raison que ce soit, il a été entamé.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou est distribué entre les associés. Cependant l'associé unique ou l'assemblée générale des associés peut décider selon vote majoritaire en vertu des dispositions légales applicables que le bénéfice, après déduction de la réserve sera reporté ou alloué à une réserve spéciale.

Le conseil de gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires à l'associé unique ou aux associés, le cas échéant, avant la fin de l'exercice social sur la base d'une situation de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée ou selon les présents statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés soient récupérables par l'associé unique ou aux associés, le cas échéant.

F. Dissolution - Liquidation

Art. 19. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Le surplus résultant de la réalisation des actifs et du paiement du passif sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Disposition transitoire:

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération:

Les parts sociales ont été souscrites comme suivant:

Associés	capital souscrit	nombre de parts sociales	montant libéré
Telefood S.à r.l.	EUR 12.500	1.250.000	EUR 12.500
Total:	EUR 12.500	1.250.000	EUR 12.500

Les parts sociales ainsi souscrites sont entièrement libérées en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Les parties ont évalué le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution à environ neuf cents euros (900,- EUR).

Décisions de l'associée unique:

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associée unique, représentée comme ci-avant et représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées en tant que gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- Madame Séverine MICHEL, née le 19 juillet 1977 à Epinal, France, ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg;
- Monsieur Kees JAGER, né le 1^{er} avril 1977 à Guernesey, ayant son adresse professionnelle à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, GY1 3QL Guernesey; et
- Monsieur Eddy PERRIER, né le 5 juillet 1977 à Saint Jean de Maurienne, France, avec adresse professionnelle au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

Gérants de catégorie B:

- Monsieur Christophe GAMMAL, né le 9 août 1967 à Uccle, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174 route de Longwy, L-1940 Luxembourg; et
- Monsieur Michaël GOOSSE, né le 29 mai 1977 à Libramont-Chevigny, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 174 route de Longwy, L-1940 Luxembourg.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des parties comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes parties comparantes, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte au mandataire des parties comparantes, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: V. PIERRU, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 octobre 2014. LAC/2014/45782. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 14 octobre 2014.

Référence de publication: 2014160798/462.

(140183232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2014.

ES Solutions, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 191.035.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of October.

Before Us Maître Marc Lecuit, Civil law notary residing in Mersch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

EBBEN INVESTMENTS LIMITED, a private limited company organized under the laws of the Republic of Cyprus, having its registered office at Dimokritou 15, Panaretos Eliana Complex, Flat/Office 104, Potamos Germasogeias, 4041, Limassol, Cyprus, registered with the Registrar of Companies of Cyprus under the company number HE 335115 (the "Shareholder"),

hereby represented by Maître Faruk Durusu, avocat à la Cour, with professional address at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to draw up the following articles of association (the "Articles") of a "société à responsabilité limitée" (private limited liability company) which such party declares to incorporate.

Form - Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, private limited liability company (the “Company”), governed by the present Articles and by Luxembourg law and in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended from time to time (the “Law”).

Art. 2. The Company will exist under the name of “ES SOLUTIONS”.

Art. 3. The purpose of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares, and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, to any affiliated companies or to any other company being part of the same group of companies as the Company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose

The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not limiting.

Art. 4. The Company has its registered office in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Bertrange by decision of the board of managers. The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles. The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration. The life of the Company does not come to an end by bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 6. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Share Capital - Shares

Art. 7. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500.-) divided into:

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class A Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class B Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class C Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class D Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class E Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class F Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class G Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class H Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class I Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class J Shares;

(together hereafter the “Shares” and/or “Class(es) of Shares”), with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each, all of which are fully paid up.

Art. 8. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for the amendment of these Articles. The share capital of the Company may be reduced through the cancellation of Shares including by the cancellation of one or more entire Classes of Shares through the repurchase and

cancellation of all the Shares in issue in such Class(es). In the case of repurchases and cancellations of Classes of Shares such cancellations and repurchases of Shares shall be made in the reverse alphabetical order (starting with Class J). In the event of a reduction of share capital through the repurchase and the cancellation of a Class of Shares (in the order provided in this article 8), such Class of Shares gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the Total Cancellation Amount as determined by the general meeting of shareholders) and the holders of Shares of the repurchased and cancelled Class of Shares shall receive from the Company an amount equal to the Cancellation Value Per Share for each Share of the relevant Class held by them and cancelled.

Art. 9. The Cancellation Value Per Share shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of Shares in issue in the Class of Shares to be repurchased and cancelled. The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the Classes J, I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant Class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the General Meeting of Shareholders in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Art. 10. Upon the repurchase and cancellation of the Shares of the relevant Class, the Cancellation Value Per Share will become due and payable by the Company.

Art. 11. The sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is further authorized and empowered to issue convertible bonds or not, or assimilated instruments or bonds with subscription rights or to issue any debt financial instruments convertible or not into shares or Shares under the conditions to be set by the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers, provided however that, in case of convertible bonds or assimilated instruments, these bonds or instruments are not to be issued to the public and that upon conversion, article 189 of the law of 10th August 1915, as amended, on commercial companies, will be complied with.

Art. 12. Each Share confers an identical voting right at the time of decisions taking.

Art. 13. The Shares are freely transferable among the shareholders.

Art. 14. Any shareholder transferring one Class of Shares must transfer its entire holding in all the Classes of Shares on a prorated basis.

Art. 15. Shares may not be transferred inter vivos to non-members unless members representing at least three-quarter of the corporate capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Management

Art. 16. The Company is administered by a sole manager or, in case of plurality of managers, by two classes of managers designated as class A manager(s) and class B manager(s) respectively. The class B managers shall be Luxembourg residents (or non-residents who carry on a professional activity in Luxembourg). The managers need not to be shareholders. The board of managers shall be composed of at least 50% of class B managers.

The managers shall be appointed, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or, in case of sole shareholder, by decision of the sole shareholder. The remuneration of the managers can be modified by a resolution taken at the same majority conditions. The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum remove and replace any manager.

In dealing with third parties, the managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers.

The Company shall be bound by the signature of its sole manager. In case there are several managers appointed, the Company shall be bound by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager. In case several class A managers would sign, the Company would be validly bound if the equivalent number of class B managers have also signed.

The board of managers may sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company. The board of managers will determine its agent(s) power, duties and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency. The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or in the place of the first managers will be determined in the act of nomination.

Art. 17. The managers do not contract in their functions any personal obligation concerning the commitments regularly taken by them in the name of the Company; as representatives of the Company, the managers are only responsible for the execution of their mandates.

Art. 18. The decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers. The board of managers shall choose from among its members a chairman. They may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers. The board of managers shall meet when convened by one manager. Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted. Notice can be given to each manager in writing or by fax, cable, electronic means or by any other suitable communication means. The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager. The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

The board of managers can only validly debate and take decisions if a majority of its members - represented by at least 50% of class B managers - is present or represented by proxies and provided that at least two managers -with at least one class B manager - are physically present. Any other manager, in addition to the quorum, may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, or electronic means another manager as his proxy. A manager may represent more than one manager. Any and all managers, apart from those who are the quorum and must attend in person, may participate in a meeting of the board of managers by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

Except as otherwise required by these Articles, decisions of the board are adopted by a majority of the managers present or duly represented, with a vote of at least one class A manager and one class B manager in favor of the decision. The establishment by the Company of offices and branches shall require the unanimous decision of the board of managers.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or two managers. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or two managers.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a board of managers' meeting. In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content. Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

The board meeting shall be held at least once a year (or each time a strategic decision relating to the Company is to be taken) at the registered office of the Company, or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg.

General meetings of shareholders

Art. 19. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing. If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in the municipality of the Company's registered office within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 20. General meetings of shareholders are convened by the board of managers, failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 15 (fifteen) days prior to the date of the meeting. All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice. Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who need not be shareholder. Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company. If this quorum is not formed at a first meeting, the shareholders are immediately convened by registered letter to a second meeting. At this second meeting, resolutions will be taken at the majority of voting shareholders whatever portion of capital may be represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority in number of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Annual Accounts

Art. 21. The Company's financial year begins on 1 January and closes on 31 December of the same year.

Art. 22. Each year, as of 1st of January, the board of managers will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company. At the same time the board of managers will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 23. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account. If the shareholders number exceeds twenty-five, such inspection shall be permitted only during the fifteen days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 24. If the shareholders number exceeds twenty-five, the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire), who may or may not be shareholder(s). Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following appointment. At the end of this period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Where the thresholds determined by the Luxembourg laws are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréés) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises".

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditor may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 25.

25.1 Notwithstanding the stipulation of these Articles, the general meeting of shareholders of the Company, by the majority vote determined by the Law for payment of dividend, upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a recent interim statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient reserves are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be allocated to reserve pursuant to the requirements of the Law or of the Articles.

25.2 The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter.

25.3 The share premium account and any other available capital reserve may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

25.4 The dividends declared may be paid in any currency selected by the sole manager or, as the case may be, by the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the sole managers or, as the case may be, by the board of managers. The manager or as the case may be the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

25.5 In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

(i) an amount equal to 0.10% of the aggregate nominal value of the Class A Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class A Shares pro rata to their Class A Shares, then

(ii) an amount equal to 0.15% of the aggregate nominal value of the Class B Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class B Shares pro rata to their Class B Shares, then

(iii) an amount equal to 0.20% of the aggregate nominal value of the Class C Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class C Shares pro rata to their Class C Shares, then

(iv) an amount equal to 0.25% of the aggregate nominal value of the Class D Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class D Shares pro rata to their Class D Shares, then

(v) an amount equal to 0.30% of the aggregate nominal value of the Class E Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class E Shares pro rata to their Class E Shares, then

(vi) an amount equal to 0.35% of the aggregate nominal value of the Class F Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class F Shares pro rata to their Class F Shares, then

(vii) an amount equal to 0.40% of the aggregate nominal value of the Class G Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class G Shares pro rata to their Class G Shares, then

(viii) an amount equal to 0.45% of the aggregate nominal value of the Class H Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class H Shares pro rata to their Class H Shares, then

(ix) an amount equal to 0.50% of the aggregate nominal value of the Class I Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class I Shares pro rata to their Class I Shares, then

(x) an amount equal to 0.55% of the aggregate nominal value of the Class J Shares in issue shall be distributed (or provisioned) equally to all holders of Class J Shares pro rata to their Class J Shares, then

(xi) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class in the reverse alphabetical order (i.e. first Class J Shares, then if no Class J Shares are in existence, Class I Shares and in such continuation until only class A Shares are in existence)

Winding-up - Liquidation

Art. 26. The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law, or the sole shareholder (as the case may be) must agree on the dissolution and the liquidation of the Company as well as the terms thereof.

Art. 27. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) which shall determine their powers and remuneration. When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 28. The Company is governed by the laws of Luxembourg.

Definitions

Art. 29.

Available Amount	Means the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the shareholder would have been entitled to dividend distributions according to Art. 25 of the Articles, increased by (i) any freely distributable share premium and other freely distributable reserves and (ii) as the case may be by the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that: $AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$ Whereby: AA= Available Amount NP= net profits (including carried forward profits) P= any freely distributable reserves CR = the amount of the share capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Shares to be cancelled L= losses (including carried forward losses) LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of law or of the Articles.
Cancellation Value Per Share	Shall mean the amount for which a Share of a Class(es) of Shares is repurchased and cancelled pursuant to article 9 shall be entitled in accordance with the Total Cancellation Amount.
Interim Accounts	Means the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.
Interim Account Date	Means the date no earlier than eight (8) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Shares.
Total Cancellation Amount	The amount determined by the board of managers and approved by the general meeting of shareholders for the repurchase of a Class of Shares in accordance with article 9 of these Articles

Subscription - Payment:

All the Shares have been subscribed by EBBEN INVESTMENTS LIMITED as follows:

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class A Shares;

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class B Shares,

One thousand two hundred and fifty (1,250) Class C Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class D Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class E Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class F Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class G Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class H Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class I Shares;
One thousand two hundred and fifty (1,250) Class J Shares;
Total: twelve thousand five hundred (12,500) shares.

All the Shares have been fully paid up by a contribution in cash from EBBEN INVESTMENTS LIMITED of a total amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500), so that the total sum of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin on the date of incorporation and shall end on December 31st, 2015.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about one thousand five hundred euro (EUR 1,500).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named appearing party, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of the sole shareholder, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1) The Company will be administered by the following manager:

- Mr. Faruk Durusu, avocat à la Cour, born on June 20th, 1978 in Yildizeli, Turkey, professionally residing at 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

In accordance with article sixteen (16) of the Articles, in case there are several managers appointed, the Company shall be bound by the joint signature of at least one class A manager and one class B manager. In case several class A managers would sign, the Company would be validly bound if the equivalent number of class B managers have also signed.

2) The Company shall have its registered office at 33 rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing person, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder, known to the notary by her name, surname, civil status and residence, the latter signed with us, the notary, the present original deed.

Traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois octobre.

Par-devant nous, Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

EBBEN INVESTMENTS LIMITED, une société à responsabilité limitée régie par les lois de la République de Chypre et ayant son siège social à Dimokritou 15, Panaretos Eliana Complex, Flat/Office 104, Potamos Germasogeias, 4041, Limassol, Chypre, inscrite au Registre des Sociétés de Chypre sous le numéro HE 335115,

Ici représentée par Maître Faruk Durusu, avocat à la Cour, résidant professionnellement au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par la partie comparante représentée telle que décrit ci-dessus, et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée telle que décrit ci-dessus, a requis du notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts (les «Statuts») comme suit.

Forme - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents Statuts et par les lois luxembourgeoises et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 2. La société existera sous la dénomination «ES SOLUTIONS»

Art. 3. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou d'une quelconque autre manière des actions, parts ou autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôts et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par un émetteur public ou privé quel qu'il soit. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets et/ou autres droits de propriété intellectuelle de toute nature ou origine.

La Société peut emprunter, sous quelque forme que ce soit, excepté par voie d'offre publique. Elle peut émettre sous forme de placement privé uniquement, des titres, obligations, bons de caisse et tous titres de dettes et/ou de valeurs mobilières. La Société peut accorder tous crédits y compris les intérêts de prêts et/ou par l'émission de valeurs mobilières à ses filiales, aux entités affiliées et aux autres sociétés faisant partie du même groupe de sociétés que la Société. Elle peut aussi apporter des garanties en faveur de tiers afin d'assurer ses obligations ou les obligations de ses entités affiliées. La Société peut en outre mettre en gage, transférer, nantir ou autrement créer une garantie sur certains de ses actifs.

La Société peut généralement employer toutes techniques ou instruments relatifs à ses investissements aptes à réaliser une gestion efficace de ceux-ci y compris toutes techniques ou instruments aptes à protéger la Société contre les risques de crédit, cours de change, taux d'intérêts et autres risques.

La Société peut accomplir toutes opérations commerciales ou financières se rapportant directement ou indirectement aux domaines décrits ci-dessus dans le but de faciliter l'accomplissement de son objet social.

L'énumération qui précède est à comprendre au sens large et est purement énonciative et non limitative

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la commune de Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la commune de Bertrange par décision du conseil de gérance. Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts. La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée indéterminée. La faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Art. 6. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique s'il y a lieu.

Capital social - Parts sociales

Art. 7. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500.- EUR) représenté par:

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe A;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe B;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe C;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe D;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe E;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe F;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe G;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe H;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe I;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe J.

(nommés ci-après les "Parts Sociales" et/ou «Classe(s) de Parts Sociales») d'une valeur d'un euro (1,-EUR) chacune et qui sont libérées intégralement en numéraire.

Art. 8. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée selon les modalités prévues en matière de modification des présents Statuts. Le capital social de la Société peut être réduit par l'annulation de Parts Sociales, y compris par l'annulation d'une ou de plusieurs Classe(s) de Parts Sociales entières par voie de rachat et d'annulation de toutes les Parts Sociales émises dans de telle(s) classe(s). En cas de rachats ou d'annulations de Classes de Parts Sociales, de tels rachats et annulations de Parts Sociales seront effectués suivant l'ordre

alphabétique inversé (commençant par la Classe J). Dans le cas d'une réduction du capital social par voie de rachat et d'annulation de Parts Sociales (selon l'ordre défini à l'article 8), cette Classe de Parts Sociales donne droit à ses détenteurs au prorata de leur détention dans cette classe, au Montant Disponible (avec la limitation toutefois au Montant Total d'Annulation tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs des Parts Sociales de la Classe de Parts Sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant correspondant à la Valeur d'Annulation par Part Sociale pour chacune des Parts Sociales de la classe pertinentes annulée qu'ils détiennent.

Art. 9. La Valeur d'Annulation par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total d'Annulation par le nombre de Parts Sociales émises dans la Classe de Parts Sociales devant être rachetée et annulée. Le Montant Total d'Annulation sera un montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale des associés sur la base des Comptes Intermédiaires. Le Montant Total d'Annulation pour chacune des classes J, I, H, G, F, E, D, C B, et A sera le Montant Disponible de la classe pertinente au moment de l'annulation de la classe en question sauf décision contraire de l'assemblée générale des associés selon les modalités prévues en matière de modification des statuts, sous réserve toutefois que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant disponible.

Art. 10. A la suite du rachat et de l'annulation des parts sociales de la classe concernée, la Valeur d'Annulation par Part Sociale sera exigible et payable par la Société.

Art. 11. Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance seront de plus autorisés et habilités à émettre des obligations convertibles ou non, ou des instruments assimilés ou des obligations avec droits de souscription ou d'émettre tous instruments financiers convertibles ou non, en parts sociales à des conditions établies par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance, pour autant cependant que ces obligations ou instruments ne soient pas émis au public et que, dans le cas d'obligations convertibles ou instruments assimilés, au moment de la conversion, l'article 189 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel que modifié, soit respecté.

Art. 12. Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique lors de la prise de décisions.

Art. 13. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

Art. 14. Tout associé qui transfère une Classe de Parts Sociales est obligé de transférer les Parts Sociales qu'il détient dans toutes les classe au pro rata.

Art. 15. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à un tiers non-associé si ce n'est avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Gérance

Art. 16. La Société est gérée par un gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par deux classes de gérants désignés respectivement gérant(s) de classe A et gérant(s) de classe B. Les gérants de classe B doivent être des résidents luxembourgeois (ou des non-résidents exerçant une activité professionnelle à Luxembourg). Les gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le conseil de gérance doit être composé d'au moins 50% de gérants de classe B.

Les gérants sont nommés et leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix. La rémunération des gérants peut être modifiée par résolution de l'assemblée générale des associés prises dans les mêmes conditions de majorité. Les gérants peuvent être révoqués et remplacés à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes ou par une décision de l'associé unique.

Dans les rapports avec les tiers, les gérants ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social de la Société et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance.

La Société est engagée par la signature de son gérant unique. Dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, la société sera engagée par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. En cas de signature par plusieurs gérants de classe A, la Société sera valablement engagée si un nombre équivalent de gérants de classe B ont également signé.

Le conseil de gérance peut subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de son/ces agent(s), la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat. Les pouvoirs et rémunérations des gérants éventuellement nommés postérieurement en sus ou en remplacement des premiers gérants seront déterminés dans l'acte de nomination.

Art. 17. Les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires de la Société, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 18. Les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance. Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président. Il choisira également un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable

de la conservation des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant. Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature même de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre. Les convocations peuvent être faites aux gérants par écrit ou par télécopie, câble, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié. Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés. Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut valablement être tenu et prendre des décisions si une majorité de ses membres - représentée par au moins 50% de gérants de classe B - est présente ou représentée par procurations et dans la mesure ou au moins deux gérants - dont au moins un gérant de classe B - sont physiquement présents. Tout autre gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, ou par tout autre moyen de communication approprié, un autre gérant pour le représenter. Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants. Une fois le quorum réuni, tout autre gérant est réputé assister à une réunion du conseil de gérance s'il intervient par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication jugé approprié et permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment. Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Sous réserve de ce qui est autrement prévu par les statuts, les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, avec le vote d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B en faveur de la décision. La Société peut établir des bureaux et des succursales sous réserve d'une décision unanime du conseil de gérance.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou deux gérants. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou deux gérants.

Les résolutions approuvées et signées par tous les gérants ont le même effet que des résolutions adoptées à une réunion du conseil de gérance. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent être documentées par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu. Les résolutions écrites peuvent être transmises par courrier ordinaire, fax, câble, par moyen électronique, ou par tout moyen de télécommunication approprié.

Un conseil de gérance doit être tenu au moins une fois l'année (ou bien à chaque fois qu'une décision stratégique relative à la Société doit être prise) au siège social de la Société, ou en tout autre lieu au Grand-Duché de Luxembourg.

Assemblée générale des associés

Art. 19. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas une assemblée générale annuelle est tenue dans la ville du siège social de la Société dans les six mois suivant la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés se tient dans le Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

Art. 20. Les assemblées générales des associés sont convoquées par le conseil de gérance, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social. Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 15 (quinze) jours avant la date de l'assemblée. Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable. Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé. Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale, une seconde assemblée générale sera immédiatement convoquée par lettre recommandée. Lors de cette deuxième assemblée générale, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès-verbal ou établis par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 21. L'exercice social commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 22. Chaque année, à partir du 1^{er} janvier, le conseil de gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du/des gérant(s), du/des commissaire(s) (s'il en existe) et du/des associé(s) envers la Société. Dans le même temps, le conseil de gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 23. Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, une telle communication ne sera autorisée que pendant les quinze jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la société

Art. 24. Si le nombre des associés excède vingt-cinq, la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non. Chaque commissaire sera nommé pour une période expirant à la date de l'assemblée générale des associés suivant sa nomination. A l'expiration de cette période, le(s) commissaire(s) pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Lorsque les seuils déterminés par les lois luxembourgeoises seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes à un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) désigné(s) par résolution de l'assemblée générale des associés ou par l'associé unique (selon le cas) parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises.

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

Dividendes - Réserves

Art. 25.

25.1. Nonobstant les dispositions des Statuts, l'assemblée générale des associés de la Société, par le vote majoritaire déterminé par la loi sur le paiement des dividendes, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (le cas échéant) peut décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice social en cours, sur base d'un récent état intermédiaire des comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique lui-même (le cas échéant), et laissant apparaître que les fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne saurait excéder les profits réalisés depuis la fin du dernier exercice social pour lesquels les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu d'une obligation légale ou statutaire

25.2. Le solde peut être distribué aux Associés par décision prise en assemblée générale conformément aux dispositions prévues ci-après.

25.3. Le compte de prime d'émission et toutes autres réserves disponibles peuvent être distribués aux Associés sur décision d'une Assemblée Générale des Associés conformément aux dispositions prévues ci-après. L'Assemblée Générale des Associés peut décider d'allouer tout montant du compte prime d'émission à la réserve légale.

25.4. Les dividendes déclarés pourront être payés en toute devise choisie par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance, et pourront être payés au lieu et heure déterminés par le gérant ou le cas échéant, par le conseil de gérance. Le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance peut fixer souverainement le taux de change applicable pour convertir les fonds de dividendes dans la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une part sociale pendant cinq ans et non réclamé par le détenteur de cette part sociale, sera prescrit par le fait du détenteur de cette part sociale, et reviendra à la Société. Aucun intérêt ne sera versé sur les dividendes déclarés mais non réclamés qui sont détenus par la Société pour le compte des détenteurs des parts sociales.

25.5. Dans le cas d'une déclaration de dividende, ce dividende sera alloué et payé de la manière suivante:

(i) un montant équivalent à 0,10% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe A en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe A au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe A, ensuite

(ii) un montant équivalent à 0,15% de la valeur nominale totale des Parts Sociales de Classe B en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe B au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe B, ensuite

(iii) un montant équivalent à 0,20% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe C en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe C au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe C, ensuite

(iv) un montant équivalent à 0,25% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe D en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe D au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe D, ensuite

(v) un montant équivalent à 0,30% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe E en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe E au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe E, ensuite

(vi) un montant équivalent à 0,35% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe F en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe F au pro rata leurs Parts Sociales de Classe F, ensuite

(vii) un montant équivalent à 0,40% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe G en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des parts sociales de Classe G au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe G, ensuite

(viii) un montant équivalent à 0,45% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe H en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs des parts sociales de Classe H au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe H, ensuite

(ix) un montant équivalent à 0,50% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe I en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe I au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe I, ensuite

(x) un montant équivalent à 0,55% de la valeur nominale totale des parts sociales de Classe J en émission sera alloué (ou provisionné) de manière égale à tous les détenteurs de Parts Sociales de Classe J au pro rata de leurs Parts Sociales de Classe J, ensuite

(xi) le solde du montant total distribué sera alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière Classe et ce, suivant l'ordre alphabétique inversé (c.-à-d. premièrement les Parts Sociales de Classe J, ensuite, s'il n'existe aucune Part Sociale de Classe J, les Parts Sociales de Classe I et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il n'existe plus que des Parts Sociales de Classe A).

Dissolution - Liquidation

Art. 26. L'assemblée générale des associés, statuant à la majorité des voix telle que fixée par la Loi ou le cas échéant l'associé unique doivent donner leur accord à la dissolution ou la liquidation de la Société ainsi qu'aux termes et conditions de celle-ci.

Art. 27. La liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale ou par l'associé unique (selon le cas) qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération. La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

Loi applicable

Art. 28. La Société est régie par les lois luxembourgeoises.

Souscription et libération Définitions

Art. 29.

Montant Disponible

Signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (y compris les bénéfices reportés) selon l'article 25 des Statuts augmenté de (i) toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves disponibles et (ii) le cas échéant, du montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler mais diminué de (i) toutes pertes (y compris les pertes reportées) et

(ii) toute somme à placer dans la(les) réserve(s) conformément aux obligations de la loi ou des statuts, toujours tel qu'indiqué dans les comptes Intermédiaires pertinents (à l'exclusion, afin d'éviter tout doute, de toute double comptabilisation) de sorte que:

$$MD = (BN + P + RC) - (L + LR)$$

Par lequel

MD = Montant Disponible

BN = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toute prime d'émission librement distribuable et autres réserves disponibles

RC = montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Classe de Parts Sociales à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées)

	LR = toute somme à placer dans la(les) réserve(s) conformément à la loi ou aux Statuts.
Valeur d'Annulation par Part Sociale	Signifie le montant auquel une part sociale de la Classe rachetée et annulée conformément à l'article 9 a droit dans le Montant Total d'Annulation.
Comptes Intérimaires	Signifie les comptes intermédiaires de la Société à la Date des Comptes Intermédiaires concernés.
Date des Comptes Intérimaires	Signifie la date n'étant pas inférieur à huit (8) jours avant la date de rachat et d'annulation de la classe de parts sociales concernée.
Montant Total d'Annulation	Signifie le montant déterminé par le conseil de gérance et approuvé par l'assemblée générale pour le rachat d'une Classe de parts sociales conformément à l'article 9 des présents Statuts.

Souscription et libération:

Toutes les parts sociales ont été souscrites par EBBEN INVESTMENTS LIMITED comme suit:

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe A;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe B;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe C;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe D;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe E;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe F;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe G;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe H;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe I;

Mille deux cent cinquante (1.250) Parts Sociales Classe J.

Total: douze mille cinq cents (12.500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement par EBBEN INVESTMENTS LIMITED par une contribution en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500), afin que la somme totale de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500) soit à la libre disposition de l'entreprise, dont la preuve a été transmis au notaire soussigné.

Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice social commencera ce jour pour finir le 31 décembre 2015.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cent euros (EUR 1.500).

Résolution de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1) La Société sera gérée par le gérant unique suivant:

- Monsieur Faruk Durusu, avocat à la Cour, né le 20 juin 1978 à Yildizeli, Turquie, demeurant professionnellement au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg; et

Conformément à l'article 16 (seize) des Statuts, la Société est engagée par la signature de son gérant unique. Dans le cas où il y aurait plusieurs gérants, la Société sera engagée par la signature conjointe d'au moins un gérant de classe A et un gérant de classe B. En cas de signature par plusieurs gérants de classe A, la Société sera valablement engagée si un nombre équivalent de gérants de classe B ont également signés.

2) Le siège social de la Société est établi au 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate par le présent acte qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: F. DURUSU, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 6 octobre 2014. Relation: MER/2014/2098. Reçu soixante quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, le 10 octobre 2014.

Référence de publication: 2014161423/685.

(140184221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2014.

**European Property Lux FinCo 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 138.988.

—
Im Jahre zweitausendvierzehn,
am zweiten Tag des Monats Oktober.

Vor Uns, Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg Stadt, Großherzogtum Luxemburg, in Vertretung von Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg, der im Besitz vorliegender Urkunde verbleibt,

ist erschienen:

„European Property SICAV-FIS“ (vormals "iii European Property SICAV-FIS") (die "Alleinige Gesellschafterin"), eine luxemburgische société anonyme, mit Sitz in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, unter der Nummer B 137.555,

hier vertreten durch Herrn Tobias Lochen, Rechtsanwalt, berufsansässig in Luxemburg,

aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, welche ihm am 16. September 2014 in Luxemburg gegeben wurde,

welche Vollmacht, nachdem sie „ne varietur“ vom dem Bevollmächtigten und von dem amtierenden Notar unterzeichnet wurde, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigegeben um mit derselben einregistriert zu werden,

als alleinige Gesellschafterin der „iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.“, eine luxemburgische société à responsabilité limitée, mit Sitz in 44, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von und zu Luxemburg, unter der Nummer B 138.988 (die "Gesellschaft"), welche gegründet wurde gemäß einer notariellen Urkunde aufgenommen durch den vorgenannten Notar Jean-Joseph WAGNER, am 26. Mai 2008, welche im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am 24. Juni 2008, unter der Nummer 1551 und Seite 74419, veröffentlicht wurde und deren Satzung zum letzten Mal abgeändert wurde, gemäß notarieller Urkunde aufgenommen durch denselben Notar Jean-Joseph WAGNER, am 15. Juni 2010 und im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, am 1. September 2010, unter der Nummer 1787 und Seite 85.775, veröffentlicht.

Die genannte Vollmacht, nach ne varietur Paraphierung durch den Bevollmächtigten der Alleinigen Gesellschafterin und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigegeben, um mit derselben registriert zu werden.

Der Erschienene, handelnd wie erwähnt, ersucht den amtierenden Notar, den folgenden einzigen Beschluss wie folgt zu beurkunden:

Einzigter Beschluss

Die Gesellschaft wird von "iii European Property Lux FinCo 1 S.à r.l." in "European Property Lux FinCo 1 S.à r.l." umbenannt und in entsprechender Weise Artikel 1 der Satzung wie folgt neu gefasst:

" **Art. 1.** Die Gesellschaft ist als "société à responsabilité limitée" (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) auf der Grundlage des Gesetzes für Handelsgesellschaften vom 10. August 1915 einschließlich Änderungsgesetzen gegründet.

Sie führt den Namen "European Property Lux FinCo 1 S.à r.l.".

Worüber Urkunde, beurkundet und aufgenommen in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung von allem Vorstehenden vor dem Bevollmächtigten der Erschienenen, der dem Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt ist, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: T. LOCHEN, M. SCHAEFFER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 09. Oktober 2014. Relation: EAC/2014/13703. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014162042/48.

(140185021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 octobre 2014.
